

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

EN DATE DU 25 NOVEMBRE 2024 A 19H00

La séance commence à 19h00.

Patrick JUDALET est Président de la séance.

Luc HURBAIN est désigné secrétaire de séance.

Le quorum est atteint.

Assistaient à la réunion : Patrick JUDALET, Marie-Laure LEUILLET, Dominique MASSOUBRE, Luc HURBAIN, Benoit RICHARD, Sandra FRADON, Bernard GIRAUD, Marie-Noëlle ELION, François BUFFETEAU, Jean-Yves DUSSAULT, Muriel ARNAUD, Eric MAUDUIT, Valérie CHOPIN, Nathalie GESELL, Henri SERRE, Perrine FISCHER, Philippe ALLELY, Marc HENRIET, Jacques LEJEMBLE.

Etaient excusés : Sophie VERNAUDON qui avait donné pouvoir à Patrick JUDALET, Catherine MENARD qui avait donné pouvoir à François BUFFETEAU, Patricia VILCHES PARDO qui avait donné pouvoir à Sandra FRADON, Dorian CHAUVET qui avait donné pouvoir à Luc HURBAIN, Adeline VERMEERSCH qui avait donné pouvoir à Marie-Noëlle ELION, Fabien BARANGER qui avait donné pouvoir à Henri SERRE.

Etaient absents : Geoffroy RAIMOND, Albane AUBRAY.

Désignation du secrétaire de séance : Luc HURBAIN.

En préambule Guillaume FLEURY, Commandant la compagnie de gendarmerie de La Châtre accompagné de Jean-Claude DURIS, Adjudant-chef de la brigade de proximité de Sainte-Sévère, présentent les chiffres de la délinquance (tableau ci-après), sur la Commune de La Châtre.

Patrick JUDALET les remercie pour leurs interventions salue les très bonnes relations gendarmerie/Ville.



| SÉCURITÉ ROUTIÈRE | | |
|--|-------|-------|
| | P-1 | P |
| Nombre total d'infractions | 352 | 254 |
| <i>Dont infractions stupéfiants-Alcool</i> | 31 | 21 |
| Total heures de sécurité routière | 2 218 | 1 834 |
| Nombre d'accidents corporels | 0 | 0 |
| Nombre de Tués | 0 | 0 |
| Nombre de Blessés | 0 | 0 |

| INTERVENTION | | |
|--|-----|-----|
| | P-1 | P |
| Nombre total d'interventions | 380 | 483 |
| <i>Dont différends Violences intrafamiliales</i> | 15 | 41 |
| <i>Dont accidents de circulation routière</i> | 30 | 26 |
| <i>Dont tapages</i> | 28 | 35 |
| <i>Dont divagations</i> | 0 | 1 |
| <i>Dont ivresses publiques et manifestes</i> | 13 | 2 |



| DÉLINQUANCE | | |
|--|-----|-----|
| | P-1 | P |
| Nombre total d'atteintes aux biens | 122 | 137 |
| <i>Dont Cambriolages</i> | 21 | 26 |
| <i>Dont Vols liés aux véhicules</i> | 13 | 33 |
| Destructions et dégradations | 28 | 29 |
| <i>Dont dépôt d'ordures ou déchets</i> | 3 | 0 |

| PRÉVENTION | | |
|--|-----|-----|
| | P-1 | P |
| Actions de prévention en heures / gendarme | 163 | 492 |

| PRÉSENCE | | |
|--|--------|--------|
| | P-1 | P |
| Total heures / gendarme sur la commune | 26 969 | 23 201 |

#RÉPONDREPRÉSENT



Monsieur le Maire ouvre la séance officielle.

Il demande aux membres de l'assemblée s'ils ont des observations sur le procès-verbal de la séance en date du 28 Octobre 2024.

Aucune remarque n'étant faite, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Patrick JUDALET procède à l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

- Rapport sur les orientations budgétaires 2025 Ville, Service de l'Eau, Lotissement les Ajoncs
- Legs Maurice Bourg (renouvellement du placement à terme et vente du 60 Avenue Aristide Briand)
- Budget principal – Décision modificative n°5
- Budget annexe Service de l'Eau – Décision modificative n°3
- Habilitation de la commune à solliciter la subvention ANAH dans le cadre de l'OPAH RU
- Personnel Municipal
 - Mise en place d'une protection sociale complémentaire prévoyance
 - Maintien du RIFSEEP en cas de maladie
 - Création d'un nouveau régime indemnitaire pour la police municipale
- Commission des Marchés et Appels d'Offres
- Service Culturel - Convention de dépôt des archives anciennes
- Validation des nouveaux statuts de l'Harmonie Municipale
- Questions diverses

Fin de séance, Richard DE ZAN remettra à la Ville la mosaïque réalisée par son père, un don accepté lors du dernier Conseil Municipal.

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">II – RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 (VILLE, SERVICE DE L'EAU ET LOTISSEMENT DES AJONCS)</p> |
|--|

1- RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 -VILLE

Monsieur Patrick JUDALET, Maire, présente dans le détail le Rapport sur les Orientations Budgétaires 2024 de la Ville de La Châtre, document ci-annexé, qui fait ensuite l'objet d'un débat et d'échanges entre les conseillers municipaux.

Marc HENRIET rappelle son souhait que lors de l'étude du Budget Primitif 2025 il soit fait une simulation pour une baisse de 1 point de la Taxe Foncière.

Il souligne que le taux du foncier la Ville à 39,97% est dans la strate élevée et qu'une baisse doit être envisagée dans l'avenir.

Patrick JUDALET lui rappelle que ce taux a été porté à 39,97% suite à l'intégration de la part départementale de 16,21% dans ce calcul il y a deux ans.

Le taux foncier de la Ville de 23,76% n'a pas augmenté depuis plus de 25 ans.

Il lui confirme que la simulation sera faite.

Monsieur le Maire remercie Marc TOUCHET, Directeur Général des Services, et Chloé BOILLOD (service financier) pour le travail réalisé.

Marc TOUCHET indique qu'il convient d'associer l'ensemble des services au travail réalisé pour le Rapport d'Orientations Budgétaires et les Budgets à venir.



PROJET

Rapport sur les Orientations

Budgétaires 2025

VILLE

(19/11/2024)

P R E A M B U L E

Monsieur le Maire rappelle que la règle prévue par l'article L.2312-1 du CGCT en matière de DOB est la suivante : « dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat (DOB) au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique ».

Tout d'abord, l'élaboration de ce Rapport d'Orientations Budgétaires, puis du Budget Primitif 2025 qui avoisinera les 5.8 millions d'euro, reste suspendue aux décisions gouvernementales liées à la loi des Finances 2025 (baisse de 2 points FCTVA, hausse de 4 % des charges patronales CNRACL...)

Il est fort probable qu'une décision modificative sur le budget de la ville soit nécessaire en début d'année en fonction des décisions actées lors du vote de la loi de finances 2025 en toute fin d'année.

Les grands principes budgétaires de la municipalité depuis 2020 seront poursuivis sur l'exercice 2025 :

- continuer l'aménagement de la Ville, tout en poursuivant la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement pour mieux investir en priorisant les travaux d'économie d'énergie sur les bâtiments nécessaires à une maîtrise de nos coûts des charges générales (011) ;

- maintenir les taux de fiscalité actuels, en cette période incertaine, qui n'ont pas augmenté depuis plus de 25 ans ;

- poursuivre le désendettement déjà bien avancé de la Ville, qui est une priorité du mandat, afin de mieux investir à terme. La dette s'élèvera à la fin de l'année 2025 à 5 894 229 € (si un emprunt de 450 000 € est souscrit durant 2025).

LA FISCALITE : MAINTIEN DES TAUX ACTUELS

Les trois taxes essentielles :

| | |
|---|---------|
| ⇒ Taux Taxe Foncier Bâti (Part communale 23,76 + part départementale 16,21%) | 39,97 % |
| ⇒ Taux Taxe Foncier Non Bâti | 57,89 % |
| ⇒ Taxe d'habitation sur les Logements vacants (01/01/2016) Et les résidences secondaires | 14.70 % |

Ces taux (sauf la THLV) **n'ont pas augmenté depuis plus de vingt-cinq ans.**

⇒ Taxe sur les friches Commerciales : 20 %

| |
|---|
| Approche des résultats 2024 par rapport aux prévisions du BP |
|---|

En dépenses :

- article 60612 « énergie-électricité » cet article est en hausse compte tenu que certaines factures 2023 ont été réglées en 2024.

- chapitre 012 « personnel » : les crédits ont été tenus

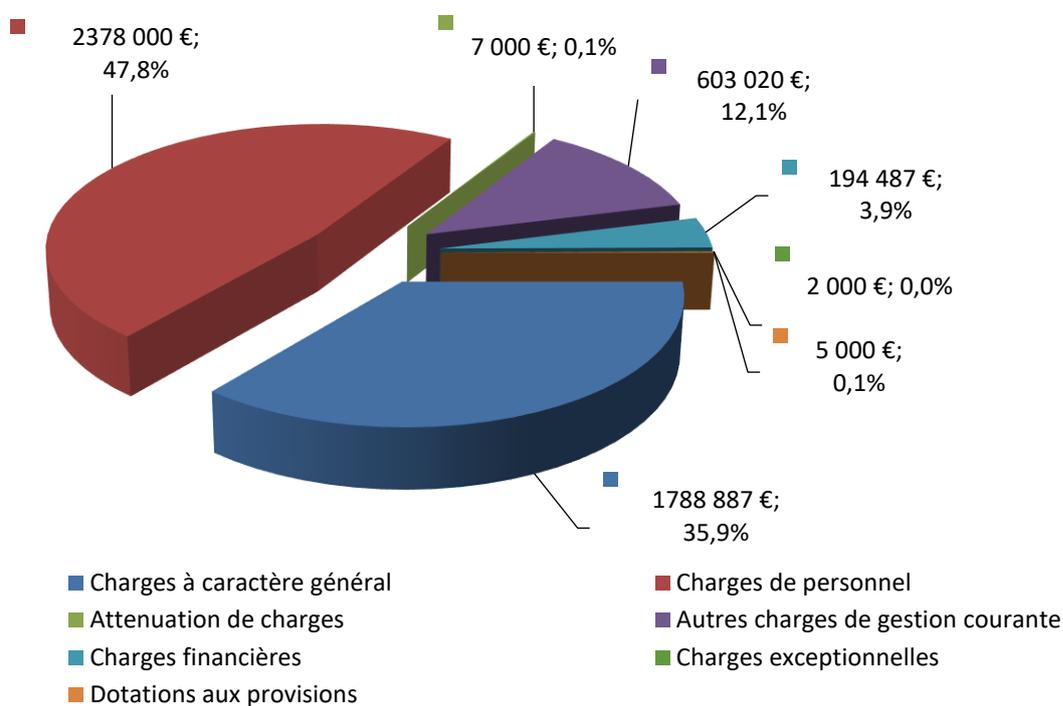
En recettes :

- article 73 111 « impôts et taxes » : produit est en légère augmentation (environ 10 000 €) du fait de l'augmentation des bases par le gouvernement dans le cadre de la loi de Finances.

- chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » : produit devrait être dans les prévisions.

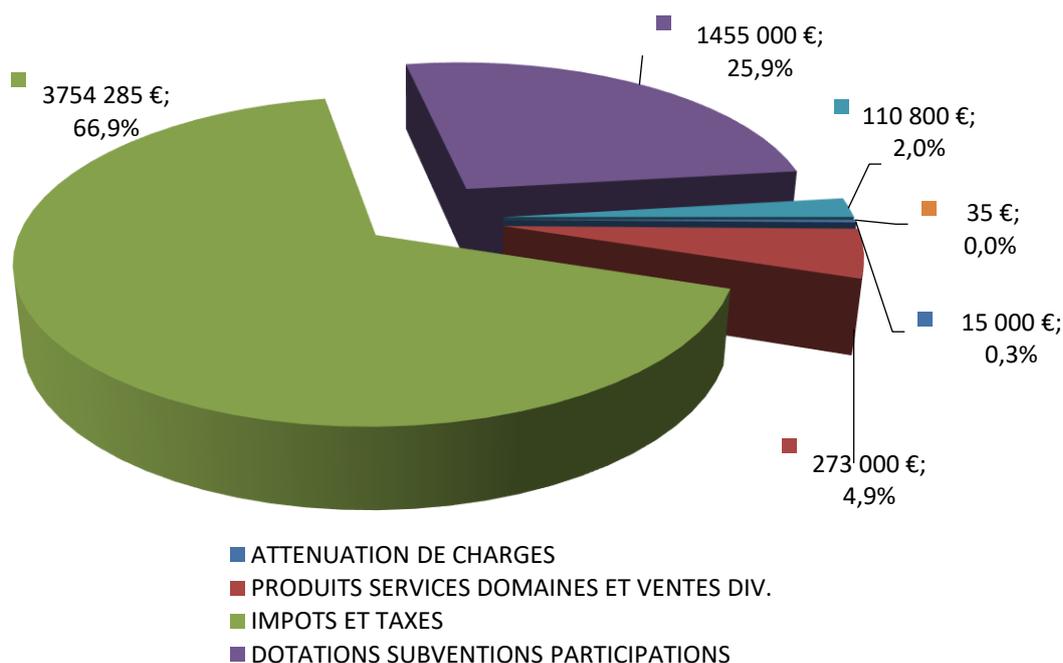
Les **dépenses réelles** de fonctionnement du budget primitif 2024 étaient de 4 978 394 €.

BUDGET PRIMITIF 2024 – DÉPENSES RÉELLES



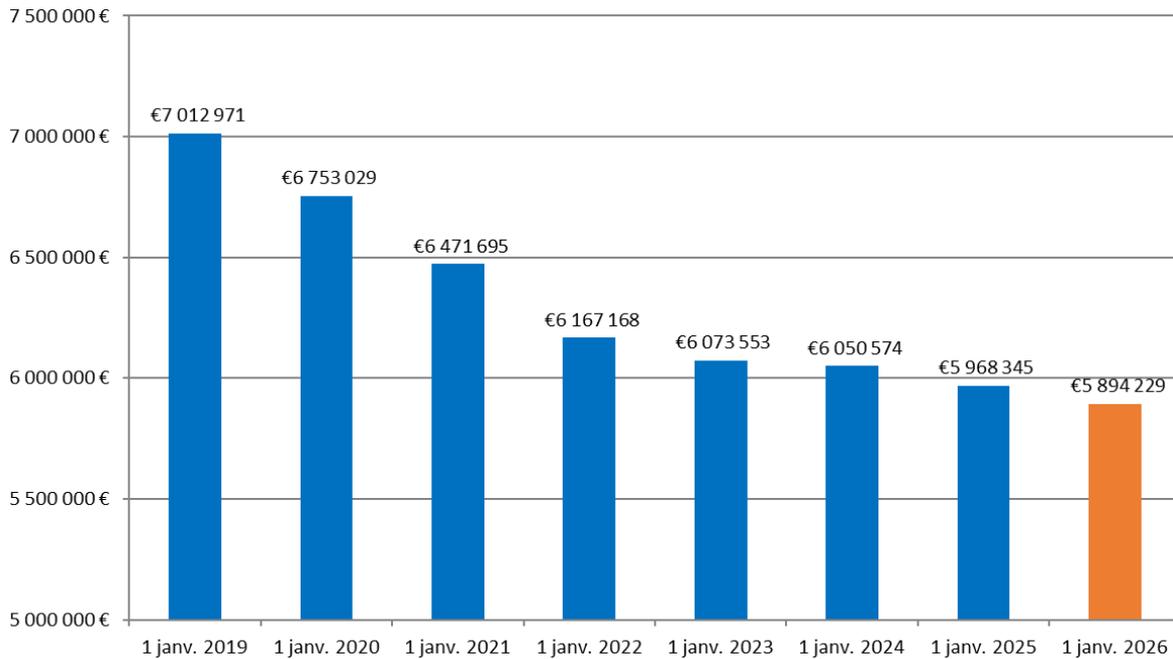
Les **recettes réelles** de fonctionnement de l'exercice 2024 étaient de 5 608 120 €.

BUDGET PRIMITIF 2024 – RECETTES RÉELLES



DETTE

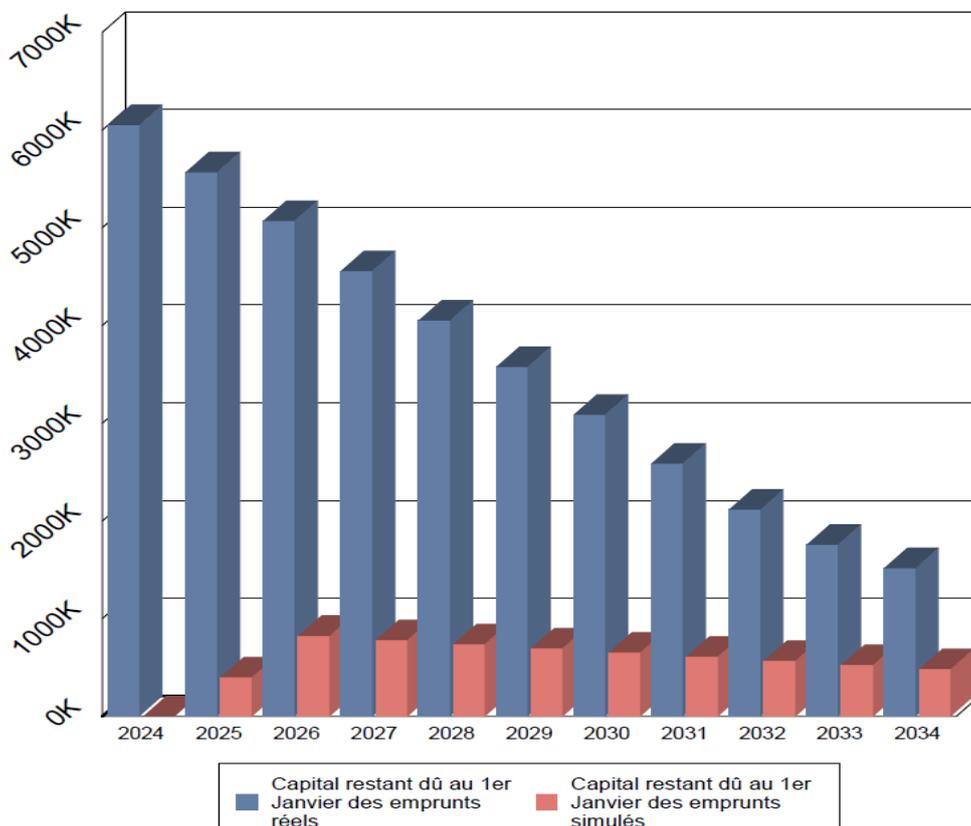
La dette financière de la Ville de La Châtre au 31 décembre 2024 s'élèvera à 5 968 345 €.



La dette au 1^{er} janvier 2025 est de 5 968 345 €. Si on retire le capital du bail emphytéotique (OPAC bâtiment Rue Nationale d'un montant de 49 877 €), la dette bancaire de la Ville **est de 5 918 468 €**.

En 2025 une simulation a été faite avec un nouvel emprunt de 450 000 €.

Capital restant dû



ORIENTATIONS 2025

Le budget primitif 2025 qui avoisinera les 5 900 000 € sera supérieur à celui de 2024 (rappel : 5 609 320,00 € en fonctionnement).

Ce budget, établi avec sincérité et prudence, sera axé sur une gestion rigoureuse, tout en améliorant l'ensemble des services à la population et en assurant la poursuite du dynamisme de notre Ville.

Il est proposé le maintien des taux de fiscalité de l'exercice.

Ce budget se voudra ambitieux, répondant aux attentes de nos concitoyens sur des demandes de travaux et aménagements de proximité.

Les investissements 2025 seront déterminés par la commission d'urbanisme, toutefois Monsieur le Maire souhaite souligner les axes majeurs qui marqueront 2025 :

- le nouveau Musée qui sera installé à l'Hôtel de Villaines avec le lancement du concours d'architecte en fin d'année 2024 et le recrutement de la Maîtrise d'œuvre courant 2025 → enveloppe prévisionnelle globale travaux et honoraires de 7 500 000 € HT ;

- poursuite des travaux de rénovation de l'Hôtel du Chevalier d'Ars, débutés au 4^{ème} trimestre 2024 qui consisteront à des travaux de réaménagement, d'agrandissement et d'amélioration thermique et de sécurité sur toute l'année 2025 → 2 200 000 € HT financé à 79 % du HT ;

- début des travaux de l'Ilot du Lion d'argent en partenariat avec l'OPAC (les bureaux + les commerces) avec réalisation du parking de covoiturage (28 places) par la Ville → 262 000 € HT financé à 80 % du HT

- lancement de la consultation pour les marchés de travaux de rénovation du site FOREPABE au 2^{ème} semestre 2025 (travaux 2026) → enveloppe prévisionnelle de 1 300 000 € HT ;

- continuer la rénovation de la voirie rue des Prés Burats puis rue du Faubourg Saint-Abdon (travaux réalisés avec seulement une subvention limitée au FAR) et de l'éclairage public (mise en LED) pour réduire les charges d'énergies ;

- poursuite des travaux d'aménagement du Centre Technique Municipal pour permettre à nos agents de travailler dans de bonnes conditions ;

- élargissement du périmètre de mise en place de caméras de vidéo protection, avec l'accompagnement de la Gendarmerie dans certains secteurs de la Ville

- poursuite de l'OPAH RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Rénovation Urbaine) débutée le 1^{er} janvier 2024 pour 5 ans (budget en moyenne 65 000 €/an). C'est un effort de plus d'un million d'euros sur cette période entre les aides de l'ANAH et de la Ville pour accompagner les propriétaires occupants et les propriétaires bailleurs à rénover leurs propriétés ;

- maintenir l'attribution de deux bourses au loyer commercial dans le cadre d'une nouvelle implantation en centre ville (maximum deux par année) ;

- prolonger l'aide financière à l'achat des vélos à assistance électrique (VAE) qui rencontre un réel succès :

- 2021 : 19 vélos
- 2022 : 25 vélos
- 2023 : 29 vélos
- 2024 : 9 vélos à ce jour
- 2025 : 25 seront provisionnés

- fin de la rénovation des aires de jeux

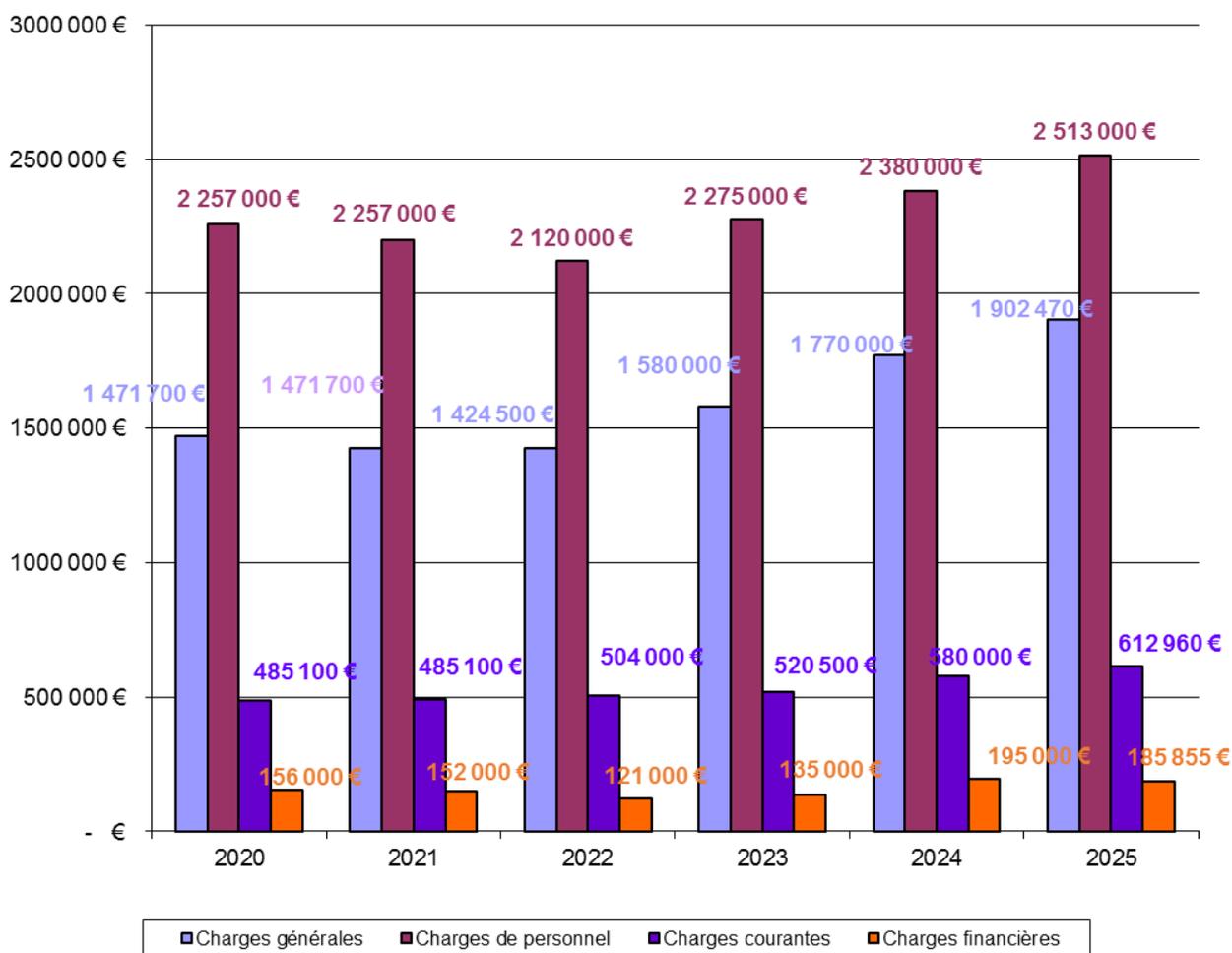
- réhabilitation des équipements sportifs (rénovation des 2 courts de tennis extérieurs, éclairage des 2 terrains d'entraînement de rugby, création d'un terrain de Padel rénovation et agrandissement des vestiaires foot, ...)

- Installation de la passerelle (votée au BP 2024) entre l'avenue d'Auvergne et la rue du Maquis pour achever le parcours de la promenade sur les bords de l'Indre (en tout 3 kms 500). Les essais géotechniques (étude de sols) sont réalisés, la pose sera effectuée au cours du 1^{er} semestre 2025.

- Poursuite des études pour la végétalisation des cours d'écoles (1^{er} dossier Rollinat).

LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

I. DEPENSES REELLES EN GRANDES MASSES (BUDGETS PRIMITIFS)



011- Charges à caractère général : (1 903 100,00 € + 114 213 €)

Les charges à caractères générales augmentent par rapport au BP 2024 (23 ->24 = + 150k€) :

Article 60612 « énergies » +40 000 (23 ->24 = +55 000 €) la hausse des coûts de l'énergie

Article 611 « contrats » +8 000 (hausse modérée mais annuelle car suit l'inflation) (23->24 = 55 000 € RGP 2024 , flamme, culture pasteur DPE)

Article 61521 « entretien et réparation terrain » + 15 000 €

Article 615221 « entretien et réparation bâtiment » + 10 000 €

Article 6156 « maintenance » +8 000 (23->24 =+ 7 000 €)

Article 6161 « primes d'assurances » + 10 000 € (hausse de la cotisation d'assurance catastrophe naturelle + hausse annuelle selon état des sinistres.)

Article 6258 « autres frais » + 6000 € frais des prestataires extérieurs service culture

012- Charges de personnel : (2 513 000,00 € : + 135 000 €)

48 % DU BUDGET DES CHARGES REELLES DE FONCTIONNEMENT

La hausse estimée du chapitre « 012 » est de + de 135 000 € et s'explique :

| | | |
|--|--------------|--------------|
| <u>BP 2024 - Chapitre 012</u> | | 2 513 000,00 |
| <u>Hausse</u> | 135 000,00 € | |
| <u>Répartie comme suit</u> | | |
| 1 - Hausse globale 1 % (GPEC-avancements échelons - grades) | | 25 000,00 |
| 2 - + 4% CNRACL au 1/01/2024 (si la mesure est votée : 100€/agent x 50 agents x 12 mois) | | 60 000,00 |
| 3 - Remplacement ATSEM sur 6 mois (remboursé par l'assurance : MP) | | 12 000,00 |
| 4 - Recrutement 2024 agent polyvalent (sur 12 mois et non 4 mois) | | 15 000,00 |
| 5 - Contrat aidé Espaces verts sur l'année | | 17 500,00 |
| 6 - Renfort service financier/admin (temps complet sur l'année) | | 3 500,00 |
| 7 - Hausse coût assurance RC | | 1 000,00 |
| 8 - Hausse Fond National Compensation de Supplément Familial (FNC) | | 1 000,00 |
| | | <hr/> |
| | | 135 000,00 |

Répartition des effectifs



SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

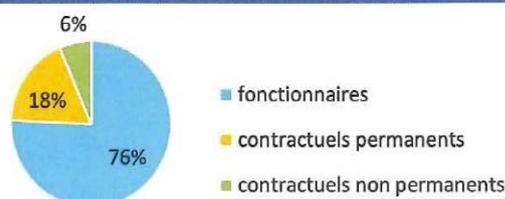
COMMUNE DE LA CHATRE

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2023. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2023 transmises en 2024 par la collectivité au Centre de Gestion de l'Indre.

Effectifs

➔ 62 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2023

- > 47 fonctionnaires
- > 11 contractuels permanents
- > 4 contractuels non permanents



➔ Aucun contractuel permanent en CDI

➔ Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

➔ Précisions emplois non permanents

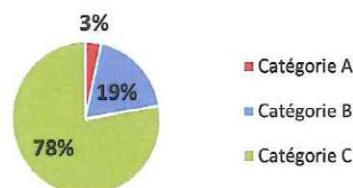
- ⇒ 1 contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- ⇒ 1 contractuel non permanent recruté comme saisonnier ou occasionnel
- ⇒ Personnel temporaire intervenu en 2023 : aucun agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

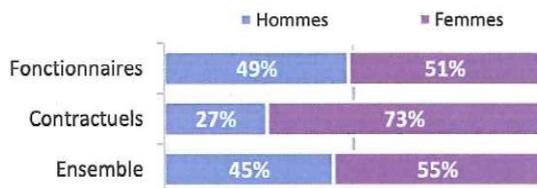
➔ Répartition par filière et par statut

| Filière | Titulaire | Contractuel | Tous |
|----------------|-------------|-------------|-------------|
| Administrative | 23% | | 19% |
| Technique | 49% | 36% | 47% |
| Culturelle | 9% | 64% | 19% |
| Sportive | 4% | | 3% |
| Médico-sociale | 11% | | 9% |
| Police | 4% | | 3% |
| Incendie | | | |
| Animation | | | |
| Total | 100% | 100% | 100% |

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut



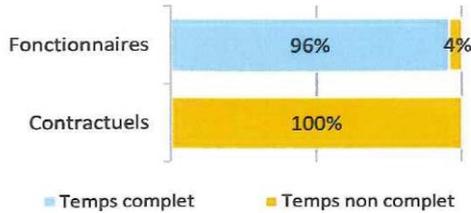
➔ Les principaux cadres d'emplois

| Cadres d'emplois | % d'agents |
|--------------------------------------|------------|
| Adjointes techniques | 40% |
| Adjointes administratifs | 14% |
| Assistants d'enseignement artistique | 12% |
| ATSEM | 9% |
| Agents de maîtrise | 5% |

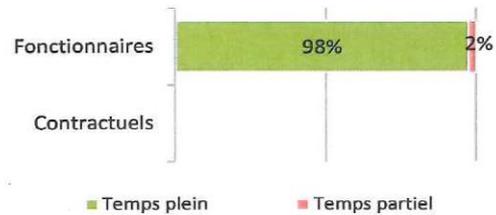
Synthèse des principaux indicateurs du Rapport Social Unique 2023

Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 2 filières les plus concernées par le temps non complet

| Filière | Fonctionnaires | Contractuels |
|----------------|----------------|--------------|
| Administrative | 9% | 100% |
| Technique | 4% | 100% |

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

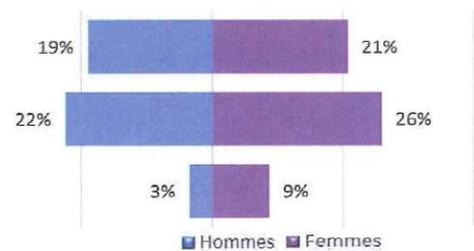
5% des hommes à temps partiel
0% des femmes à temps partiel

Pyramide des âges

➔ En moyenne, les agents de la collectivité ont 46 ans

| Âge moyen* des agents permanents | | |
|-------------------------------------|--------------|-----------------------|
| Fonctionnaires | 47,61 | de 50 ans et + |
| Contractuels permanents | 38,41 | |
| Ensemble des permanents | 45,86 | de 30 à 49 ans |
| Âge moyen* des agents non permanent | | de - de 30 ans |
| Contractuels non permanents | 35,00 | |

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



* L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

Équivalent temps plein rémunéré

➔ 50,94 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2023

- > 44,58 fonctionnaires
- > 3,70 contractuels permanents
- > 2,66 contractuels non permanents

92 711 heures travaillées rémunérées en 2023

Répartition des ETPR permanents par catégorie

| | |
|-------------|------------|
| Catégorie A | 2,00 ETPR |
| Catégorie B | 5,81 ETPR |
| Catégorie C | 40,47 ETPR |

Positions particulières

- > Un agent mis à disposition dans la collectivité
- > 2 agents mis à disposition dans une autre structure

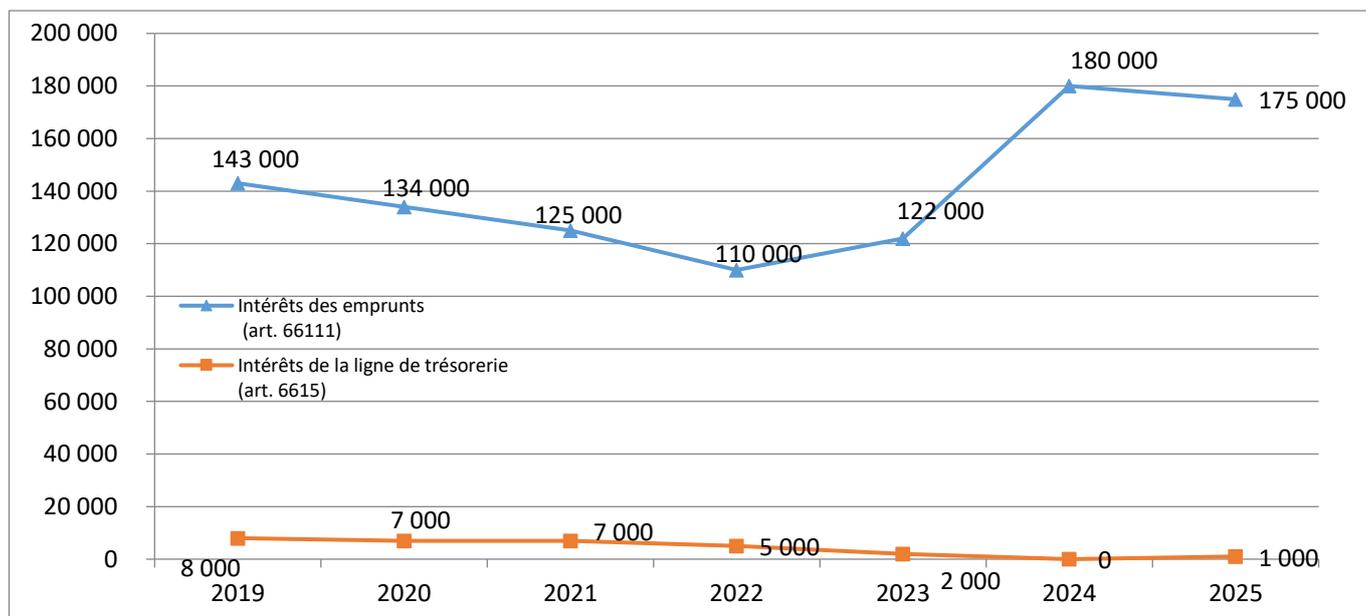
65- Charges de gestion courante : 612 960€ +9 960 € (23->24 =+ 62 000 €)

Ces charges prennent en compte :

- Article 6553 » participation au contingent incendie et de secours + 12 000 €
- Article 6574 « subventions allouées aux différentes associations » qui seront d'un montant identique à 2024 soit 180 000 €
- Article 65741 « subventions travaux OPAH RU » idem 2024

66- Charges financières : 190 855 € -10 000 € (23->24 =+ + 60 000 €)

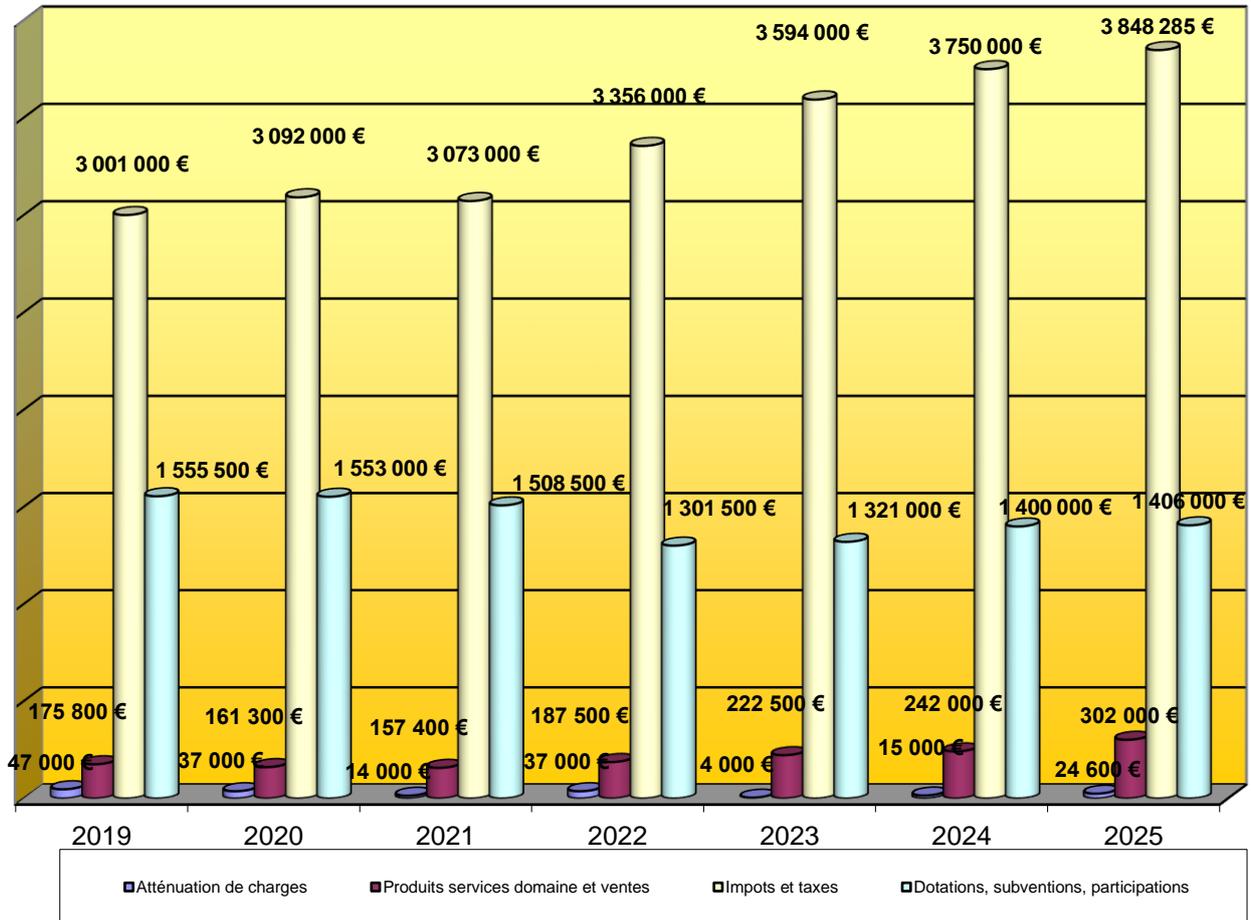
- Article 66 111 « intérêts réglés à l'échéance » : ils sont en baisse nette depuis cette année du fait de la baisse des taux d'intérêts (12 prêts à taux variable), et l'année 2025 devrait confirmer cette tendance.



LIGNE DE TRESORERIE : en 2025 elle devrait être renouvelée pour accompagner les travaux de l'Hôtel du Chevalier d'Ars

II. RECETTES EN GRANDES MASSES :

En attendant les notifications définitives de ces produits, on provisionnera ces recettes avec prudence.



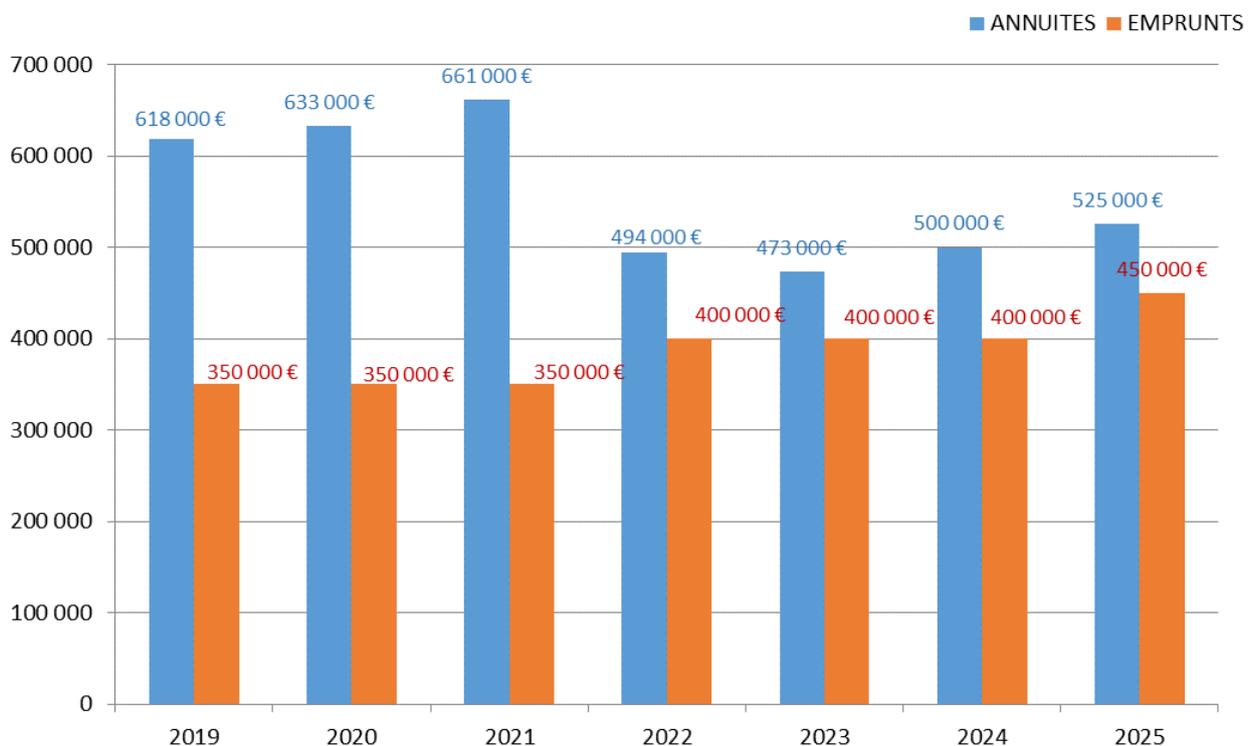
LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le Rapport d'Orientations budgétaires permet aussi, lors de sa discussion, de dégager les masses financières disponibles en vue d'alimenter la section d'investissement du budget de la ville.

Les recettes d'investissement reposent principalement sur :

- L'autofinancement (excédent de la section de fonctionnement)
- Le FCTVA (en fonction des travaux d'investissements réalisés dans l'année précédente) baisse taux de 16,404 à 14,404 %
- L'emprunt éventuel
- La taxe d'aménagement
- Les subventions d'investissements (Etat, Contrat de Pays, Département...)

Le virement à la section investissement (article 023) d'environ 400 000 € (recettes – dépenses de la section de fonctionnement) pourrait être consacré en partie au financement des travaux de la section investissement 2025 (à hauteur de 200 000 €).



Cet autofinancement d'environ 200 000 € permettra avec un emprunt complémentaire de 450 000 €, d'autofinancer les travaux que proposera la commission d'urbanisme lors d'une prochaine réunion après remboursement du capital d'emprunt.

**SITUATION DETTE FINANCIERE VILLE- EAU-LOTISSEMENT
DE 2015 A 2026**

| RUBRIQUES | VILLE (€) | EAUX (€) | LOTISSEMENT (€) | TOTAL (€) |
|--|----------------|----------------|-----------------|----------------|
| Dettes au 1er Janvier 2015 | 7 248 280,98 € | 2 346 128,19 € | | 9 594 409,17 € |
| Emprunts réalisés en 2015 | 391 700,00 € | | | |
| Remboursement capital en 2015 | 563 809,36 € | 139 625,23 € | | |
| total dette bancaire au 1er Janvier 2016 | 7 076 171,62 € | 2 206 502,96 € | | 9 282 674,58 € |
| Emprunts réalisés en 2016(rar 2015) | 356 800,00 € | | | |
| Emprunts réalisés en 2016 | 450 000,00 € | | | |
| Remboursement capital en 2016 | 539 916,90 € | 123 327,29 € | | |
| total dette bancaire au 1er Janvier 2017 | 7 343 054,72 € | 2 083 175,67 € | | 9 426 230,39 € |
| Emprunts réalisés en 2017 | 450 000,00 € | | | |
| Prêt compl compensé par le transfert de la HG | 305 000,00 € | | | |
| Intérêts capitalisés caisse des dépôts consignations | 7 238,05 € | | | |
| Prêt renégocié Caisse d'Epargne | 50 000,00 € | | | |
| Remboursement capital en 2017 | 609 289,71 € | 127 084,49 € | | |
| Régul prêt CLF 1282 | 0,01 € | | | |
| Prêt Caisse d'Epargne HG transferé à la CDC | 304 901,85 € | | | |
| total dette bancaire au 1er Janvier 2018 | 7 241 101,20 € | 1 956 091,18 € | | 9 197 192,38 € |
| Emprunts réalisés en 2018 | 350 000,00 € | 155 000,00 € | | |
| Remboursement capital en 2018 | 578 130,65 € | 135 009,49 € | | |
| total dette bancaire au 1er Janvier 2019 | 7 012 970,55 € | 1 976 081,69 € | | 8 989 052,24 € |
| Emprunts réalisés en 2019 | 350 000,00 € | 30 000,00 € | | |
| Remboursement capital en 2019 | 609 947,99 € | 143 313,00 € | | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2020 | 6 753 022,56 € | 1 862 768,69 € | | 8 615 791,25 € |
| Emprunts réalisés en 2020 | 350 000,00 € | 20 000,00 € | 200 000,00 € | |
| Remboursement capital en 2020 | 630 227,06 € | 146 821,20 € | 9 117,03 € | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2021 | 6 472 795,50 € | 1 735 947,49 € | 190 882,97 € | 8 399 625,96 € |
| Emprunts réalisés en 2021 | 350 000,00 € | - € | 90 000,00 € | |
| Remboursement capital en 2021 | 655 628,21 € | 151 020,00 € | 18 343,71 € | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2022 | 6 219 240,80 € | 1 585 585,82 € | 262 539,26 € | 8 067 365,88 € |
| Emprunts réalisés en 2022 | 400 000,00 € | 80 000,00 € | | |
| remboursement en capital en 2022 | 493 614,44 € | 151 678,44 € | 18 490,91 € | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2023 | 6 125 626,36 € | 1 513 907,38 € | 244 048,35 € | 7 883 582,09 € |
| Emprunts réalisés en 2023 | 400 000,00 € | | | |
| remboursement en capital en 2023 | 475 052,75 € | 110 317,37 € | 18 639,28 € | |
| dont remboursement bail emphy | 1 187,54 € | | | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2024 | 6 050 573,61 € | 1 403 590,01 € | 225 409,07 € | 7 679 572,69 € |
| dont capital bail emphythéotique | 51 064,14 € | | | |
| Total dette bancaire hors bail emphy au 01/01/2024 | 5 999 509,47 € | | | |
| Emprunts réalisés en 2024 | 400 000,00 € | | | |
| remboursement en capital en 2024 | 482 228,89 € | 112 756,59 € | 18 788,84 € | 613 774,32 € |
| dont remboursement bail emphy | 1 187,54 € | | | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2025 | 5 968 344,72 € | 1 290 833,42 € | 206 620,23 € | 7 465 798,37 € |
| Emprunts réalisés en 2025 | 450 000,00 € | | | |
| remboursement en capital en 2025 | 524 115,70 € | 115 464,45 € | 18 939,60 € | |
| Total dette bancaire au 1er Janvier 2026 | 5 894 229,02 € | 1 175 368,97 € | 187 680,63 € | 7 257 278,62 € |

2- RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 – SERVICE DE L'EAU

Monsieur Patrick JUDALET, Maire de La Châtre, présente dans le détail le rapport.

Il indique que le service de l'Eau présentera pour l'exercice 2025 un budget de fonctionnement d'environ 500 000 €, proche de celui de 2024.

Les dépenses restent sur des sommes comparables.

Les recettes prévues par la vente de l'eau devraient rester identiques, à un peu plus de 400 000 € (article 7011 – vente de produits).

Les autres recettes résultent de la redevance pollution (intégralement reversée à l'Agence de l'Eau), des branchements de compteurs, des amortissements des subventions et de l'excédent de fonctionnement antérieur.

Afin d'anticiper la mise en place de la sécurisation de notre alimentation en eau potable en cours, en relation avec le syndicat des eaux de la Couarde et de l'augmentation de la fourniture d'eau à la Ville par ce même syndicat, il sera sans doute nécessaire d'envisager une augmentation des tarifs en 2025.

A l'issue de l'exercice 2025, si aucun emprunt n'est contracté, la dette de ce budget s'élèvera à 1 178 662,57 €. Cette dette est en baisse importante depuis plusieurs années.

Le remboursement de capital s'élèvera à 115 464,45 € en 2025.

Le transfert de compétence du service de l'eau prévu au 1^{er} janvier 2026, dans le cadre de la loi NOTRE, n'est plus obligatoire. Néanmoins, les contacts existent avec le syndicat de la Couarde, en relation avec les services du Préfet et du Département.

Les Investissements 2025 :

Les travaux consisteront :

- Fin du remplacement des branchements en plomb
- Chiffrage des travaux urgents suite de l'étude patrimoniale du réseau AEP de la Ville
- Remplacement des compteurs les plus anciens
- Intervention sur le réseau pour résorber les fuites, les premiers ont déjà été programmés sur la fin de cette année 2024.

Ce rapport fait l'objet d'un débat entre les conseillers.

3- RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 – LOTISSEMENT LES AJONCS (13 LOTS)

Monsieur Patrick JUDALET, Maire de La Châtre, présente dans le détail le rapport.

La fin des travaux est prévue en cette fin d'année 2024.

La vente du dernier lot (N° 10) : des contacts existent avec un potentiel acquéreur.

En 2026, le budget devrait être clôturé, et l'emprunt intégré au budget de la Ville.

Ce rapport fait l'objet d'un débat entre les conseillers.

III – LEGS MAURICE BOURG (RENOUVELLEMENT DU PLACEMENT A TERME ET VENTE DU 60 AVENUE ARISTIDE BRIAND)

Il est proposé de renouveler le placement de la somme de 2 600 000 € (sur 2 953 222,17 €) sur un compte à terme (CAT) auprès de la DGFIP.

Le compte à terme est un placement financier à capital garanti ; ce placement s'effectue sur une durée déterminée.

Les comptes à termes sont ouverts auprès de l'Etat, et ne peuvent pas être ouverts dans une autre banque commerciale.

Il est proposé de placer cette somme sur trois mois du 1^{er} décembre 2024 au 28 février 2025, pour information le taux nominal pour 3 mois est de 3,01% au 5 novembre 2024 (taux actuariel à titre indicatif 3,08%).

La simulation donne 19 565 € d'intérêts pour 3 mois.

La date d'échéance du précédent du CAT est fixée au 24/11/24 et le montant des intérêts sera de 91 500 € (3,66% à 2 500 000 €).

1- LEGS MAURICE BOURG – PLACEMENT DE FONDS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1618-1, L.1618-2 et R.1618-1,

Ayant entendu l'exposé de M. Patrick JUDALET, Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **DECIDE** de placer les fonds provenant du Legs de Maurice BOURG sur un compte à terme selon les caractéristiques suivantes :

- Date ouverture : 01/12/2024
- Date d'échéance : 28/02/2025
- Taux appliqué : 3,01%
- Montant placé : 2 600 000 €
- Durée : 90 jours
- Taux actuariel : 3,08%

sous réserve de modification de barème ultérieur.

2- VENTE MAISON 60 AVENUE ARISTIDE BRIAND

Luc HURBAIN quitte la salle, ne prenant pas part au vote ni à la délibération.

Marie Laure LEUILLET est désignée secrétaire de séance.

Monsieur le Maire indique que suite à la mise en vente de ce bien (legs Maurice BOURG), la Ville a reçu une offre d'acquisition à 203 000 € net vendeur de la part de M. et Mme TUDOSE.

Il précise que c'est la seule offre reçue conforme (garantie financière...) depuis la mise en vente du bien le 25.09.2023.

L'achat de 215 000 € y compris 12 000 € frais agence Berrissimmo sera financé par un apport de 90 000 € et un accord de principe sur une demande de prêt immobilier de 125 000 € qui a été reçu de la banque.

Marc HENRIET indique qu'il s'abstiendra sur ce dossier par éthique personnelle.

Le Conseil Municipal,

VU la promesse d'achat de Madame et Monsieur TUDOSE, en date du 15 Novembre 2024, demeurant 5 bis rue des Oiseaux 36400 La Châtre, concernant la maison 60 avenue Aristide Briand,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances et Budget, Ressources Humaines, dans sa séance du 18 Novembre 2024,

après en avoir délibéré par 23 voix Pour, et 1 Abstention (Marc HENRIET),

- **DONNE** son accord à la cession de la maison située au 60 avenue Aristide Briand à La Châtre, pour un montant de 203 000 € net vendeur à M. et Mme TUDOSE.

- **INDIQUE** que l'étude CLAN DE POMMAYRAC et COURREGES est chargée de la rédaction de l'acte de vente.

**IV – DECISION MODIFICATIVE N°5 - BUDGET PRINCIPAL VILLE – BP 2024 –
OUVERTURE DE CREDITS DE FONCTIONNEMENT**

Monsieur le Maire présente la décision modificative n°5 du BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE relative à plusieurs ouvertures de crédits en fonctionnement :

1. Recettes supplémentaires :

- Intérêts du compte de placement Legs M. Bourg 91 500 €
- Remboursement charges sociales (IJ) d'agents en arrêt

2. Dépenses supplémentaires et ajustement de crédits :

- Eau et électricité (factures 2023 payées sur 2024 + moins de baisse tarifaire que prévu)
- Entretien et réparation de réseaux et de bâtiments
- Remboursement mise à disposition (frais 2023 payées sur 2024)
- FPIC (7492 € à payer au lieu de 5000 € prévus)
- Dégrèvement taxe d'habitation (5169 € au lieu de 1000 € prévus)

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| D-60611-020 : Fournitures non stockables - Eau et assainissement | 0,00 € | 11 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-60612-020 : Fournitures non stockables - Energie - Electricité | 0,00 € | 30 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-615221-020 : Entretien et réparations sur bâtiments publics | 0,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-615232-020 : Entretien et réparations sur réseaux | 0,00 € | 20 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 011 : Charges à caractère général | 0,00 € | 81 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-6216-020 : Personnel affecté par le GFP de rattachement | 0,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 012 : Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 € | 10 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| R-6419-211 : Remboursements sur rémunérations du personnel | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 5 800,00 € |
| TOTAL R 013 : Atténuations de charges | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 5 800,00 € |
| D-7391118-01 : Autres restit. au titre des dégrèvements sur contrib. directes | 0,00 € | 3 300,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-7392221-01 : Fonds de péréquation des ressources communales et intercom. | 0,00 € | 2 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 014 : Atténuations de produits | 0,00 € | 5 800,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| R-7688-01 : Autres produits financiers | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 91 500,00 € |
| TOTAL R 76 : Produits financiers | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 91 500,00 € |
| Total FONCTIONNEMENT | 0,00 € | 97 300,00 € | 0,00 € | 97 300,00 € |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- VOTE la décision modificative n°5 du BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE.

**V –DECISION MODIFICATIVE N°3 – BUDGET ANNEXE SERVICE DE L'EAU –
BP2024 OUVERTURES ET VIREMENTS DE CREDITS –
FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT**

Monsieur le Maire présente la décision modificative n°3 du BUDGET ANNEXE SERVICE DE L'EAU relative à plusieurs ouvertures et virements de crédits en fonctionnement et investissement, suite à :

- un accord de subvention
- des variations de taux d'intérêts
- des travaux supplémentaires imprévus

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|---|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| R-021 : Virement de la section d'exploitation | 0,00 € | 0,00 € | 13 345,00 € | 0,00 € |
| TOTAL R 021 : Virement de la section d'exploitation | 0,00 € | 0,00 € | 13 345,00 € | 0,00 € |
| R-2813 : Constructions | 0,00 € | 0,00 € | 950,00 € | 0,00 € |
| R-28158 : Autres | 0,00 € | 0,00 € | 6 485,00 € | 0,00 € |
| R-2818 : Autres immobilisations corporelles | 0,00 € | 0,00 € | 2 810,00 € | 0,00 € |
| TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections | 0,00 € | 0,00 € | 10 245,00 € | 0,00 € |
| R-131-911 : Subventions d'équipement | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 29 540,00 € |
| TOTAL R 13 : Subventions d'investissement | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 29 540,00 € |
| D-1641 : Emprunts en euros | 3 550,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 16 : Emprunts et dettes assimilées | 3 550,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-203-911 : Frais d'études, de recherche, de développ. et frais d'insertion | 0,00 € | 4 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles | 0,00 € | 4 000,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-2156 : Matériel spécifique d'exploitation | 0,00 € | 5 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles | 0,00 € | 5 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total INVESTISSEMENT | 3 550,00 € | 9 500,00 € | 23 590,00 € | 29 540,00 € |

| Désignation | Dépenses (1) | | Recettes (1) | |
|--|-----------------------|-------------------------|-----------------------|-------------------------|
| | Diminution de crédits | Augmentation de crédits | Diminution de crédits | Augmentation de crédits |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| D-61523 : Entretien et réparations réseaux | 0,00 € | 8 540,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-617 : Etudes et recherches | 0,00 € | 11 500,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 011 : Charges à caractère général | 0,00 € | 20 040,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-023-911 : Virement à la section d'investissement | 13 345,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement | 13 345,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-6811 : Dotations aux amortissements immos corporelles et incorporelles | 10 245,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre section | 10 245,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| D-66111 : Intérêts réglés à l'échéance | 0,00 € | 3 550,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| TOTAL D 66 : Charges financières | 0,00 € | 3 550,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| Total FONCTIONNEMENT | 23 590,00 € | 23 590,00 € | 0,00 € | 0,00 € |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- VOTE la décision modificative n°3 du BUDGET ANNEXE SERVICE DE L'EAU

| |
|--|
| <p style="text-align: center;">VI – HABILITATION DE LA COMMUNE A SOLLICITER LA SUBVENTION ANAH DANS LE CADRE DE L’OPAH RU</p> |
|--|

Vu, la Convention OPAH RU signée le 13 décembre 2023,

Dans le cadre de l’OPAH RU (Opération Programmée d’Amélioration de l’Habitat, volet Renouvellement Urbain), une subvention peut être sollicitée auprès de l’Agence Nationale de l’Habitat (Anah), pour financer, en partie, la mission de suivi-animation confiée à Soliha Indre.

Cette subvention doit faire l’objet d’une demande annuelle, auprès de l’Anah. La Convention OPAH RU dont l’Anah est cosignataire a été signée, le 13 décembre 2023, pour une durée de 5 ans de 2024 à 2028.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l’unanimité,

- **AUTORISE** le Maire à solliciter, annuellement, la subvention pour le suivi-animation de l’OPAH RU, auprès de l’Anah pour les 5 années à venir.

VII – PERSONNEL MUNICIPAL

1-ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION POUR LE RISQUE PREVOYANCE

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la Fonction Publique ;

Vu le Code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 25 alinéa 6 ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre du 30 novembre 2021 et du 5 avril 2022 approuvant, après avis favorable du Comité Technique Départemental, le lancement de la procédure de consultation et validant le cahier des charges ;

Vu la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre du 5 septembre 2022 portant, après avis favorable du Comité Technique Départemental, acte du choix de l'organisme assureur retenu pour la conclusion de la convention de participation relative au risque « Prévoyance », pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028, ainsi que sur le maintien du régime indemnitaire, à hauteur de 40%, dans le cadre de congé longue maladie et de congé longue durée, variante proposée par le candidat retenu ;

Vu la convention de participation « Prévoyance » signée entre les centres de gestion du Cher, de l'Indre, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher et le groupement ALTERNATIVE COURTAGE/TERRITORIA MUTUELLE

Vu la déclaration d'intention de la Mairie de La Châtre de participer à la procédure de consultation engagée par les centres de gestion du Cher, de l'Indre, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher en vue de la conclusion d'une convention de participation sur le risque « Prévoyance » ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 21 Novembre 2024,

L'autorité territoriale expose qu'en conformité avec l'article 25 alinéa 6 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui dispose que les centres de gestion ne peuvent conclure de convention de participation que sur sollicitation des collectivités, les centres de gestion du Cher, de l'Indre, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher ont lancé une procédure de mise en concurrence en vue de conclure une convention de participation pour le risque « Prévoyance », conformément au décret n° 2011-1474 du 08 novembre 2011 et au décret n° 2022-581 du 20 avril 2022.

A l'issue de cette procédure, les centres de gestion du Cher, de l'Indre, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher ont souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de

TERRITORIA MUTUELLE représenté par ALTERNATIVE COURTAGE pour une durée de six ans. Cette convention prendra effet le 1^{er} janvier 2023 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Les collectivités et établissements publics peuvent désormais se rattacher à cette convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Technique.

Pour acter ce rattachement, une convention d'adhésion (jointe en annexe) sera à établir entre la collectivité et le centre départemental de gestion du ressort géographique de la structure souhaitant adhérer.

L'autorité territoriale rappelle que le montant de la participation employeur institué pour le risque « Prévoyance » est de 15€ (montant mensuel brut/ agent), montant proratisé au temps de travail.

L'autorité territoriale précise que cette participation est attachée à la convention de participation et ne peut être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés.

L'autorité territoriale expose qu'il revient à chaque agent de décider d'adhérer par contrat individuel aux garanties auxquelles il souhaite souscrire.

Par ailleurs, l'autorité territoriale précise que, dans le cadre de ce dispositif, les collectivités et établissements publics se rattachant à la convention de participation portée par leur centre départemental de gestion sont redevables de frais d'adhésion et de frais de gestion.

Pour le département de l'Indre, cette tarification s'appuie sur la délibération du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du 5 septembre 2022.

Aussi, au regard du barème de tarification retenu (nombre d'agents de la structure), les frais d'adhésion sont de 560 € et les frais annuels de gestion sont de 300 €, étant précisé en cas de double adhésion (Prévoyance et Santé), qu'il n'y aura pas de double facturation des frais d'adhésion.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE :

- d'adhérer à la convention de participation pour le risque « Prévoyance » conclue entre les centres de gestion du Cher, de l'Indre, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher et ALTERNATIVE COURTAGE/TERRITORIA MUTUELLE, à effet au 01/01/2025.
- d'approuver la convention d'adhésion à intervenir entre la Ville de La Châtre et le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre et d'autoriser le Maire à signer cette convention,
- d'accorder sa participation financière aux fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public et de droit privé de la collectivité en activité ayant adhéré au contrat attaché à la convention de participation pour le risque « Prévoyance »,
- de maintenir le niveau de participation financière de la collectivité à hauteur de 15 € brut, par agent, par mois, à la couverture de la cotisation assurée par chaque agent qui aura adhéré au contrat découlant de la convention de participation et de la convention d'adhésion signée par l'autorité territoriale,
- de dire que cette participation financière sera accordée aux fonctionnaires et agents de droit public et de droit privé en activité qui auront fait le choix de bénéficier des garanties proposées dans le cadre de la convention de participation,

- de préciser que la participation employeur est désormais attachée à la convention de participation et ne peut plus être versée dans le cas de contrats individuels souscrits auprès de prestataires labellisés,
- de s'acquitter, auprès du Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Indre, des frais d'adhésion et des frais annuels de gestion conformément à la délibération du 5 septembre 2022,
- de prévoir l'inscription au budget de l'exercice correspondant les crédits nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération,
- d'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents utiles à l'exécution de la présente délibération et notamment tout document rendu nécessaire, avec Territoria Mutuelle et/ou ALTERNATIVE COURTAGE.

CONVENTION D'ADHESION A LA CONVENTION DE PARTICIPATION CONCLUE POUR LE RISQUE PREVOYANCE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de l'Indre, dont le siège est situé au 21 rue Bourdillon, représenté par son Président, Xavier ELBAZ, dûment habilité à signer cette convention par une délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de l'Indre en date du 5 septembre 2022,

ci-après désigné « CDG36 » d'une part

La commune de La Châtre,

Représentée par son Maire, habilité à signer la présente convention en vertu de l'autorisation donnée par le Conseil Municipal

Par délibération en date du 25/11/2024

Ci-après désignée « la Collectivité » d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les articles L827-1 et suivants du code général de la fonction publique (ci-après CGFP) prévoit que l'État, les régions, les départements, les communes et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent.

Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 complété par quatre arrêtés d'application publiés le même jour, a précisé les modalités de mise en œuvre de cette participation.

Le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 précise quant à lui les modalités à venir de l'obligation de participation des collectivités à compter du 1^{er} janvier 2025 pour le risque prévoyance et du 1^{er} janvier 2026 pour le risque santé.

Sur le fondement des articles L827-7 et 8 du CGFP, les Centres de Gestion de la Fonction Publique organisent une procédure de mise en concurrence afin de signer une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements publics de son département les ayant mandatés.

Dans le cadre de cette procédure les 4 CDG des départements du Cher (18), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre (36) et du Loir-et-Cher (41), dénommés ci-après « l'entente » ont souhaité mettre en commun leur expérience et leurs moyens pour proposer une solution collective en matière de Protection Sociale Complémentaire pour le risque Santé et Prévoyance à l'ensemble des collectivités de leurs départements respectifs, dans le respect des nouvelles règles définies par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et des règles toujours applicables du décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011.

Ils ont ainsi souscrit une convention de participation pour le **risque prévoyance** auprès du groupement ALTERNATIVE COURTAGE – TERRITORIA pour une durée de 6 ans, à compter du 1^{er} janvier 2023.

Conformément aux articles L827-7 et 8 du CGFP, les collectivités et établissements publics peuvent adhérer à la convention de participation par délibération, après avis du Comité technique et après signature d'une convention avec le CDG36. Dès leur adhésion, les collectivités et établissements sont en mesure de proposer à leurs agents les garanties offertes par le contrat négocié avec le groupement ALTERNATIVE COURTAGE - TERRITORIA dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de participation.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION D'ADHESION

La présente convention a pour objet :

- de formaliser l'adhésion de **La Mairie de La Châtre** à la convention de participation ci-dessus référencée, souscrite par le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale De l'Indre, dans le cadre procédure prévue par les 4 CDG des départements du Cher (18), de l'Eure-et-Loir (28), de l'Indre (36) et du Loir-et-Cher (41), en vue de garantir les agents des collectivités et établissements publics de son ressort géographique sur le risque Prévoyance, et dont le pilotage est assuré par le Centre de gestion de l'Eure et Loir ;

- d'engager la collectivité ci-dessus en contrepartie :

- 1- À verser une adhésion unique à la signature de la présente convention suivant la notice de tarification jointe en annexe (sauf si ce montant a déjà été payé lors de la signature d'une convention de participation en santé avec le CDG 36).
- 2- À verser annuellement des frais de gestion au Centre de gestion, suivant un tarif voté en conseil d'administration dont le montant au jour de la signature de la convention figure en annexe.

ARTICLE 2 : EFFET DE L'ADHESION

La présente convention prend effet à compter de sa notification à la Collectivité et s'achève le 31 décembre 2028, sauf en cas de résiliation anticipée ou de prorogation de la convention de participation pour motif d'intérêt général, pour une durée ne pouvant excéder un an, par le Centre de gestion.

La présente adhésion est indissociable de la convention de participation souscrite par le Centre de gestion.

ARTICLE 3 : PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE

La participation de la collectivité versée aux agents est la suivante : **15€ / mois / agent (proratisé au temps de travail)**

ARTICLE 4 : MISSIONS DEVOLUES AU CENTRE DE GESTION

Le CDG36 est tenu :

- d'assurer l'information sur la convention de participation, d'en superviser la mise en œuvre à l'échelle départementale et de veiller à sa bonne application;
- d'assurer pour le compte des collectivités adhérentes, une médiation auprès du titulaire de la convention de participation en cas de litige.

En aucun cas le CDG36 ne peut être tenu pour responsable à l'égard des agents et des collectivités en cas de non attribution d'une prestation ou un défaut de prestation.

Il appartient à la Collectivité adhérant à la prestation, d'informer ses agents que seul le titulaire est responsable de la bonne exécution de la prestation proposée.

En conséquence, l'agent est informé par sa collectivité que l'initiative et l'exercice effectif de tout recours juridique lui appartiennent et sont nécessairement dirigés contre l'opérateur défaillant. L'agent est également informé par sa collectivité qu'en cas de défaillance du titulaire de la convention de participation (non-exécution de la prestation, inexécution partielle ou exécution ne correspondant pas à ce qui a été proposé), il doit en informer le CDG36.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Préalablement à la saisine du Tribunal, les parties mettent en œuvre la procédure de règlement amiable suivante :

- la partie la plus diligente adresse à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, un mémoire comportant l'énoncé et la motivation du différend ;
- l'autre partie dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception de ce mémoire, pour y répondre;
- à l'issue de ce délai ou à réception du mémoire en réponse, la partie la plus diligente peut procéder à la saisine du Tribunal (par voie postale à l'adresse suivante : 1 cours Vergniaud, Limoges, 87000, ou, par l'application informatique "Télérecours", accessible par le site internet suivant : <https://www.telerecours.fr>).

ARTICLE 7 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes clauses et de leurs suites, les parties font élection de domicile à leur adresse respective, telle qu'indiquée en première page.

ANNEXES A LA PRESENTE CONVENTION

Font partie intégrante de la présente convention :

- la convention de participation
- les conditions générales
- les conditions particulières
- les tarifs en vigueur

Fait en deux exemplaires,

A, le
Pour Le CDG de l'Indre

A La Châtre, le
Pour la Collectivité adhérente

Le Président, Xavier ELBAZ

Le Maire, Patrick JUDALET

Notification de la présente convention à la Collectivité :/...../...../.....

2-MAINTIEN DU RIFSEEP EN CAS DE MALADIE

Monsieur le Maire indique qu'actuellement, la collectivité maintient les primes en cas de maladie ordinaire dans les mêmes proportions que le traitement de base indiciaire, alors qu'elles sont suspendues en cas de congé de longue maladie et congé de longue durée.

Un nouveau décret sorti le 27/06/2024 (N° 2024-641) offre la possibilité aux fonctionnaires de l'Etat de maintenir le régime indemnitaire en cas de congé de longue maladie (CLM) dans les proportions suivantes :

- 33% la première année
- 60% les deux années suivantes.

Compte-tenu du principe de libre administration des collectivités territoriales, l'organe délibérant a la possibilité de modifier, après avis du CST, la délibération instaurant le RIFSEEP afin de prévoir le maintien du RIFSEEP dans les limites indiquées ci-dessus et applicables à la Fonction Publique Territoriale.

A noter que le RIFSEEP reste suspendu en cas de placement en congé de longue durée (CLD).

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial dans sa séance du 21 Novembre 2024,

après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **DONNE** son accord pour modifier la délibération du 18 décembre 2017 instaurant le RIFSEEP afin de maintenir le RIFSEEP en cas de congé longue maladie dans les limites susmentionnées.

3-CREATION D'UN NOUVEAU REGIME INDEMNITAIRE POUR LA POLICE MUNICIPALE

Monsieur le Maire indique que le décret n° 2024-614 du 26/06/2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres instaure une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) composée de 2 parts : une part fixe et une part variable.

Cette ISFE remplace l'indemnité spéciale de fonction et l'IAT qui seront abrogées à compter du 1er janvier 2025.

La part fixe est versée mensuellement et déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à pension un taux individuel par cadre d'emplois fixé par délibération.

La part variable est déterminée en tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de service dans la limite d'un montant maximum par cadre d'emplois.

Cette part variable peut être versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini par délibération. Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond.

| Cadre d'emplois | Part fixe (taux individuel maxi) | Part variable (plafond annuel maxi) | Proposition Part variable Collectivité |
|--------------------------------------|--|---|--|
| Directeur de police municipale | 33% | 9 500 euros | 2 000 euros |
| Chef de service de police municipale | 32% | 7 000 euros | 1 000 euros |
| Agent de police municipale | 30% | 5 000 euros | 200 euros |
| Garde champêtre | 30% | 5 000 euros | 200 euros |

Le décret prévoit, lors de la première application de ses dispositions, la possibilité pour les fonctionnaires concernés de bénéficier d'un dispositif de sauvegarde garantissant le maintien du montant indemnitaire mensuel perçu au titre du régime indemnitaire antérieur.

Il est précisé que L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail.

À partir du 29 juin 2024, date d'entrée en vigueur du décret, les collectivités peuvent délibérer pour instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, avec avis préalable du CST.

Les décrets établissant le régime indemnitaire en vigueur jusqu'à présent seront abrogés le 1er janvier 2025.

Ainsi, à partir du 1er janvier 2025, les fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois de la filière police municipale ne pourront plus bénéficier du régime indemnitaire antérieur.

Le Maire propose de délibérer avant cette date pour mettre en place l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) pour les agents de la filière Police municipale.

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial dans sa séance du 21 Novembre 2024,

après en avoir délibéré et à l'unanimité,

- **INSTAURE** un nouveau régime indemnitaire, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) pour les agents de la Police Municipale.

- **AUTORISE** le Maire à fixer par arrêté individuel les montants de l'ISFE versés aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus.

- **INDIQUE** que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget.

VIII – COMMISSION DES MARCHES ET APPELS D’OFFRES

COMMISSION DES MARCHES ET APPELS D’OFFRES – AVENANT LOT 07 MAISON ROUGE

La Commission des Marchés et appels d’offres s’est tenue le 19 Novembre 2024.

Luc HURBAIN détaille le dossier :

Le titulaire du lot 7, Ets Giffard, présente un avenant en plus-value, suite au refus du double-vitrage et de la modification des menuiseries à la demande de l’ABF (fenêtres de typologie 15^{ème} siècle au 2^{ème} étage, 18-19^{ème} siècle au 1^{er} étage, vitrine contemporaine au rez-de-chaussée), pour un montant de 1147,08 €HT.

Suite à un questionnement de Philippe ALLELY, il est confirmé que le bâtiment est inscrit à l’inventaire supplémentaire, l’ABF est donc prescripteur sur cette opération.

Le Conseil Municipal,

Vu l’avis favorable de la Commission des Marchés et Appel d’Offres dans sa séance du 19 Novembre 2024,

après en avoir délibéré et à l’unanimité,

- **AUTORISE** le Maire à signer l’avenant à venir.

COMMISSION DES MARCHES ET APPELS D’OFFRES – AVENANT CONTRACTUEL MO MARCHÉ HOTEL DU CHEVALIER D’ARS

La Commission des Marchés et appels d’offres s’est tenue le 19 Novembre 2024.

Luc HURBAIN détaille le dossier :

Suite à l’attribution des offres pour le marché de rénovation de l’Hôtel du Chevalier d’Ars, il convient de mettre à jour le marché de maîtrise d’œuvre. Un avenant en plus-value est présenté par le Cabinet Autissier pour un montant de 74 428,08 €HT.

Taux marché initial : 12% de 1 229 700 €HT soit 147 564 €HT

Taux marché après avenant contractuel : 12% de 1 849 934 €HT soit 221 992,08 €HT

Il est signalé que l’estimation initiale des travaux n’intégrait pas la géothermie, ni l’extension, d’où l’augmentation significative de l’enveloppe financière.

Le Conseil Municipal,

Vu l’avis favorable de la Commission des Marchés et Appel d’Offres dans sa séance du 19 Novembre 2024,

après en avoir délibéré et à l’unanimité,

- **AUTORISE** le Maire à signer l’avenant à venir.

IX – SERVICE CULTUREL
CONVENTION DE DEPOT DES ARCHIVES ANCIENNES DE LA COMMUNE DE LA
CHATRE AUX ARCHIVES DEPARTEMENTALE DE L'INDRE

Considérant l'absence de locaux adaptés à la conservation de ses archives anciennes au sein des bâtiments municipaux, la Commune de La Châtre a déposé son fonds ancien aux Archives départementales de l'Indre en 2007.

Elle souhaite confirmer son choix et régulariser ce dépôt par le biais d'une convention. Elle conserve bien entendu la gestion de ses archives courantes et intermédiaires et reste propriétaire des documents déposés.

Le dépôt concerne l'ensemble des documents inventoriés dans un répertoire méthodique joint à la convention (années 1462 à 1988, soit 29 mètres linéaires).

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans renouvelables par tacite reconduction.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DONNE son accord à la convention ci-annexée.

- **AUTORISE** le Maire ou un adjoint au Maire à signer la convention à venir.

**CONVENTION RELATIVE AU DÉPÔT DES ARCHIVES ANCIENNES
DE LA COMMUNE DE LA CHÂTRE
AUX ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'INDRE**

ENTRE

- La Commune de La Châtre dont le siège est à La Châtre (36400), place de l'Hôtel de Ville, représentée par Monsieur Patrick JUDALET, en sa qualité de maire, dûment habilité par le Procès-verbal d'installation du Conseil Municipal en date du vingt-quatre mai deux mille vingt (24/05/2020)

Ci-après dénommée « Le Déposant »,

D'UNE PART

ET

Le Département de l'Indre, dont le siège est à Châteauroux (36000), place de la Victoire et des Alliés, représenté par Monsieur Marc FLEURET, en sa qualité de président du Conseil Départemental, dûment autorisé par la délibération n° **XXCP** de la commission permanente en date du **XXXXX**,

Ci-après dénommé « Le Dépositaire »,

D'AUTRE PART

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier ses articles L.1421-1 et L.1421-2 et L.2321-1 et L.2321-2,

Vu le Code du patrimoine, en particulier ses articles L.212-6 à L.212-14, R.212-1 à R.212-4-1 et R.212-49 à R.212-62,

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier le livre III,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La gestion des archives est une obligation pour les communes (Code général des collectivités territoriales, art. L.2321-2).

Cette gestion s'exerce sous le contrôle scientifique et technique du Directeur des Archives départementales (Code du patrimoine, art. L.212-10).

Les Communes de plus de 2 000 habitants doivent conserver leurs archives en mettant en œuvre toutes les conditions d'une bonne gestion (présence d'un professionnel pour la collecte et le traitement, conditions immobilières de conservation correctes, possibilités de consultation par les chercheurs sécurisées et aisées...).

Elles peuvent également, par convention (Code du patrimoine, art. L 212-12) :

- confier leurs archives au service d'archives du groupement de communes à fiscalité propre dont elles sont membres ou au service d'archives de la commune membre désignée par ce groupement pour gérer les archives de celui-ci, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'État ;
- confier leurs archives au service départemental d'archives compétent à l'expiration d'un délai de cent vingt ans pour les registres de l'état civil et de cinquante ans pour les autres documents n'ayant plus d'utilité administrative et destinés à être conservés à titre définitif.

Considérant l'absence de locaux adaptés à la conservation de ses archives anciennes au sein des bâtiments municipaux, la Commune de La Châtre (4054 habitants en 2019) a déposé son fonds ancien aux Archives départementales de l'Indre en 2007. Elle souhaite confirmer son choix et régulariser ce dépôt par le biais de la présente convention. Elle conserve bien entendu la gestion de ses archives courantes et intermédiaires.

À LA SUITE DE QUOI, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES :

ARTICLE 1 : OBJET

Afin d'assurer la conservation et la pérennité de son patrimoine archivistique, le Déposant décide de déposer ses archives anciennes auprès du Dépositaire, qui l'accepte. Le Déposant reste propriétaire des documents déposés, qui seront conservés aux Archives départementales de l'Indre.

ARTICLE 2 : ARCHIVES CONCERNEES PAR LE DEPOT

Le dépôt concerne l'ensemble des documents inventoriés dans le répertoire méthodique joint à la présente convention (1462-1988, 29 mètres linéaires).

ARTICLE 3 : DEPOTS COMPLEMENTAIRES

Des dépôts complémentaires peuvent être effectués par avenant selon les conditions définies par les présentes. Tout nouveau dépôt doit faire l'objet d'un bordereau descriptif et d'un procès-verbal de prise en charge qui seront annexés aux présentes.

ARTICLE 4 : CONSERVATION DES ARCHIVES DEPOSEES

4.1 Toutes les mesures propres à assurer la **conservation matérielle** des documents sont prises par le Dépositaire.

4.2 Le **conditionnement** des documents est assuré par le Dépositaire.

4.3 La **restauration** externalisée de documents déposés aux Archives départementales de l'Indre demeure, le cas échéant, à la charge financière du Déposant. Les travaux de restauration sont confiés par ce dernier à un prestataire spécialisé, sur proposition du directeur des Archives départementales et sous son contrôle scientifique et technique.

ARTICLE 5 : CLASSEMENT DES ARCHIVES DEPOSEES

Le **classement** est réalisé par le Dépositaire, dans la limite de ses moyens humains et matériels. Le classement peut également être réalisé aux Archives départementales par un vacataire spécialisé, dont le recrutement relève du Déposant, sous le contrôle scientifique et technique du directeur des Archives départementales.

ARTICLE 6 : ÉLIMINATIONS

Des propositions d'éliminations pourront être formulées par le directeur des Archives départementales. Dans ce cas, celui-ci établira la liste des documents concernés et la soumettra au visa du Déposant.

Si le Déposant refuse l'élimination, il s'engage à reprendre à ses frais les documents dont l'élimination est proposée dans un délai de trois mois.

ARTICLE 7 : COMMUNICATIONS ADMINISTRATIVES AU DEPOSANT ET REPRISES PROVISOIRES

La communication au Déposant des archives déposées s'effectuera, au choix du Déposant et en fonction des moyens matériels des Archives départementales :

- Par consultation dans la salle de lecture aux Archives départementales ;
- Par envoi d'une copie papier ou numérique du document, si l'état de conservation de celui-ci est compatible avec la réalisation d'une copie ;
- Par restitution provisoire du document au Déposant.

Le Déposant se réserve le droit de procéder à la reprise provisoire de documents déposés, notamment dans le cadre de ses besoins de gestion ou de valorisation culturelle. Toute reprise par le Déposant fera l'objet d'un bordereau contresigné du maire ou de son représentant et du directeur des Archives départementales indiquant la cote des documents repris, la date du mouvement et la date de retour prévue.

Le Déposant s'engage à restituer les documents au Dépositaire au terme prescrit. Décharge lui en sera alors donnée par le Dépositaire. Le transport aller et retour des documents est à la charge du Déposant.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION DES ARCHIVES DEPOSEES AU PUBLIC ET REUTILISATION DES INFORMATIONS PUBLIQUES

8.1 La communication à tous les publics des documents d'archives déposés se fait exclusivement en **salle de lecture** des Archives départementales, suivant la législation et la réglementation en vigueur.

8.2 La demande de consultation d'un document non librement communicable entraîne une demande de **consultation par dérogation** pour laquelle l'avis du maire est requis, en application de la législation et de la réglementation en vigueur.

8.3 La réutilisation des informations publiques détenues par le Déposant et déposées aux Archives départementales de l'Indre s'effectue en application du Code des relations entre le public et l'administration et suivant le régime adopté par le Conseil départemental de l'Indre, par sa délibération n° CD_2017_1117_015 du 17 novembre 2017, modifiée par la délibération n° CD_20210723_029 du 23 juillet 2021, en ce qui concerne la réutilisation et la mise à disposition des informations publiques détenues par les Archives départementales de l'Indre.

ARTICLE 9 : MISE EN VALEUR DES ARCHIVES COMMUNALES

9.1 Le Déposant autorise le Dépositaire à reproduire par numérisation et à mettre en ligne les documents faisant l'objet du présent dépôt dans le cadre des projets de numérisation et de diffusion en ligne de ce dernier et dans le respect des textes en vigueur en la matière.

9.2 Le Dépositaire est autorisé à faire exécuter à ses frais des reproductions de tout ou partie des documents déposés. Ces reproductions resteront sa propriété et pourront être exploitées dans les conditions définies pour les originaux, même en cas de dénonciation de la convention.

9.3 La **valorisation** des archives (expositions, présentations, publications, etc.) peut être assurée, selon le cas, par le Dépositaire ou par le Déposant.

9.3 Le Dépositaire est autorisé à utiliser les documents librement communicables de ce fonds dans le cadre de ses activités culturelles et pédagogiques (expositions, catalogues, diffusion en ligne, etc.).

9.4 Le Dépositaire est autorisé à prêter le cas échéant les documents déposés pour des expositions, dans le respect des règles de l'art et des procédures en vigueur, et sur accord écrit préalable du Déposant.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ

Le Dépositaire s'engage à assurer la conservation des documents déposés dans les mêmes conditions que celles mises en œuvre pour la conservation des archives départementales.

Sa responsabilité ne pourrait toutefois être engagée en cas de dommages subis par les documents déposés en raison d'une cause qui lui serait extérieure.

En cas de vol, perte, altération ou destruction des documents déposés, le Dépositaire s'engage à en informer immédiatement le Déposant.

ARTICLE 11 : DONNÉES PERSONNELLES

Les parties s'engagent à respecter les textes en vigueur en matière de protection des données personnelles, et notamment le règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016 et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 12 : DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans renouvelables par tacite reconduction.

ARTICLE 13 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par les parties par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois pour tout motif d'intérêt général dûment motivé.

Le Dépositaire se réserve par ailleurs également le droit de procéder à la résiliation de la présente convention en cas de non-respect par le Déposant des conditions prévues par celle-ci ou dans

l'hypothèse où l'espace de conservation disponible au service des Archives départementales viendrait à devenir insuffisant pour que celui-ci assure ses missions obligatoires.

Au terme du dépôt, quelle qu'en soit la cause, la réintégration des documents au lieu désigné par le Déposant se fera à ses frais. Décharge sera alors donnée au Dépositaire.

Les reproductions de documents effectuées par les soins ou aux frais du Dépositaire resteront la propriété de celui-ci. Leur communication et leur valorisation seront soumises aux conditions imposées par les articles 8 et 9 de la présente convention.

Le Déposant pourra être tenu de rembourser au dépositaire les dépenses engagées pour la conservation matérielle et le traitement des documents déposés.

ARTICLE 14 : LITIGES

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention ne peut être porté que devant le tribunal administratif de Limoges, déclaré seul compétent pour en connaître.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Châteauroux, le

Le Maire de La Châtre

Le Président du Conseil départemental
de l'Indre

Patrick JUDALET

Marc FLEURET

ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE L'INDRE

Archives déposées de la commune de la Châtre

1462-1988

Répertoire méthodique

par Laëtitia Rondet, attachée de conservation

sous la direction d'Anne Gérardot
directrice des Archives départementales

Châteauroux

2020

Introduction

La commune de la Châtre se situe dans le sud-est du département de l'Indre. Elle est chef-lieu d'arrondissement et de canton et est membre de la communauté de communes La Châtre-Sainte Sévère, créée en 2001.

Les archives de la commune sont entrées aux Archives départementales de l'Indre de la manière suivante :

Une première partie, entrée en 2007 sous le numéro E DEP 91 (numéro d'entrée : 20070030), est composée essentiellement d'archives des XIX^e et XX^e siècles. A noter toutefois des archives relatives à des sociétés de secours mutuels et à l'usine pour le gaz et l'eau de la Châtre.

La seconde partie est entrée par réintégration, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été déposées par la commune mais retrouvées dans un fonds privé et réintégrées dans les archives publiques (numéro d'entrée : 20160035).

Le fonds représente 29 ml et comprend 673 articles. Il s'agit d'un ensemble conséquent, qui fournira de nombreuses ressources à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Châtre. Aucune élimination réglementaire n'a à l'heure actuelle été pratiquée dans ce fonds, ce qui explique la présence de certaines typologies documentaires normalement absentes des dépôts communaux.

Le fonds n'est pas classé mais a fait l'objet d'un état sommaire qui permet de le rendre accessible. Cet état sommaire a été organisé sous forme méthodique : les cotes ont fait l'objet d'un regroupement intellectuel par thèmes suivant le cadre de classement des archives communales de 1926, pour faciliter les recherches. L'état de conservation du fonds est relativement bon. Les documents sont communicables et réutilisables selon la législation et la réglementation en vigueur.

Sources complémentaires

Série O – Administration et comptabilité communales

Sous-série 2 O - Dossiers d'administration communale

- 2 O/046/1 à 23 Commune de La Châtre : personnel communal, revenus communaux, comptabilité, bâtiments communaux, biens communaux non bâtis, cimetière, travaux publics, sapeurs-pompiers, cours d'eau (1807-1939).
- 2 O 230-232 Comptabilité de la commune (an VIII-1940).

Corps du répertoire

ARCHIVES ANCIENNES (ANTERIEURES A 1790)

Série AA- Actes constitutifs et politiques de la commune, correspondance générale

- E DEP 91/672 Charte de franchise concédée aux habitants de la ville de La Châtre par Guy de Chauvigny, seigneur de Chauvigny et Châteauroux et vicomte de Brosse (10 février 1462 a. st.)
- 1 pièce parchemin en trois fragments.
- 1462

Série BB- Administration communale

- E DEP 91/329-332 Registres des délibérations du conseil municipal. 1750-1788
- E DEP 91/329 1750 [6 novembre]-1760 (30 novembre)
- E DEP 91/330 1760 (29 décembre)-1769 (29 janvier)
- E DEP 91/331 1769 (12 février)-1780 (29 septembre)
- E DEP 91/332 1780 (31 décembre)-1788 (14 décembre)
- E DEP 91/133 Parchemins de couvertures [défaits de reliure]. XVII^e-XVIII^e siècles.

Série GG-Cultes, instruction publique, assistance publique

| | | |
|---------------|--|-------------|
| E DEP 91/1-25 | Registres paroissiaux. | [1603]-1789 |
| E DEP 91/1 | Baptêmes. [1603]-1625 Baptêmes [1603]-1621. Mention d'actes de la commune de Montgivray (1617-1625). | |
| E DEP 91/2 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1619-1638 Mariages (1619-1624), baptêmes (1621-1630), mariages (1630), baptêmes (1631-1632), mariages (1632), baptêmes (1633-1638), mariages (1633-1634, 1637), sépultures (1619-1620). | |
| E DEP 91/3 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1639-1649 Baptêmes (1639-1640), baptêmes (1639-1644, 1646-1649), mariages (1640-1643, 1646-1649), sépultures (1647-1648). | |
| E DEP 91/4 | Baptêmes, mariages. 1650-1665 Baptêmes (1650-1653), baptêmes, mariages (1658-1661), baptêmes (1661-1665), mariages (1661-1665). | |
| E DEP 91/5 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1668-1680 Baptêmes, mariages (1668-1675, 1677-1678), sépultures (1674-1675), baptêmes, mariages (1675-1680). Mentions d'abjurations protestantes. | |
| E DEP 91/6 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1680-1687 | |
| E DEP 91/7 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1687 | |
| E DEP 91/8 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1688-1692 | |
| E DEP 91/9 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1692-1792 Baptêmes, mariages, sépultures (1692-1695), sépultures de l'Hôtel-Dieu (1694-1792). | |
| E DEP 91/10 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1695-1699 | |
| E DEP 91/11 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1699-1711 | |

| | | |
|-------------|---|-----------|
| E DEP 91/12 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1711-1720 | |
| E DEP 91/13 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1720-1730 | |
| E DEP 91/14 | Baptêmes, mariages, sépultures. 1730-1740 | |
| E DEP 91/15 | Baptêmes, mariages. 1740-1750 | |
| E DEP 91/16 | Sépultures. 1740-1750 | |
| E DEP 91/17 | Baptêmes, mariages. 1750-1760 | |
| E DEP 91/18 | Sépultures. 1749-1760 | |
| E DEP 91/19 | Baptêmes, mariages. 1760-1769 | |
| E DEP 91/20 | Sépultures. 1760-1769 | |
| E DEP 91/21 | Baptêmes, mariages. 1770-1779 | |
| E DEP 91/22 | Sépultures. 1770-1779 | |
| E DEP 91/23 | Baptêmes, mariages. 1780-1784 | |
| E DEP 91/24 | Sépultures. 1780-1789 | |
| E DEP 91/25 | Baptêmes, mariages. 1785-1789 | |
| E DEP 91/81 | Table des baptêmes, mariages et sépultures. | 1680-1788 |

ARCHIVES MODERNES (POSTERIEURES A 1790)

Série D- Administration générale de la commune

| | | |
|------------------|--|-----------|
| E DEP 91/101-114 | Registres de délibérations du conseil municipal. | 1788-1894 |
| E DEP 91/101 | 1788 (14 décembre)-1791 (7 août) | |

| | |
|--------------|---|
| E DEP 91/102 | 1791 (13 août)-an II (21 prairial) |
| E DEP 91/103 | An IV (12 ventôse)-an VII (20 ventôse) Registre comprenant les délibérations cantonales. |
| E DEP 91/104 | An VII (21 ventôse)-an VIII (1 ^{er} floréal) Registre comprenant les délibérations cantonales et un registre d'arrêtés municipaux (11 prairial an VIII-18 pluviôse an X). |
| E DEP 91/105 | An X (10 pluviôse)-1811 (25 décembre) |
| E DEP 91/106 | 1812 (4 janvier)-1818 (28 novembre) |
| E DEP 91/107 | 1818 (9 décembre)-1826 (17 septembre) |
| E DEP 91/108 | 1826 (12 novembre)-1837 (16 juillet) |
| E DEP 91/109 | 1837 (6 août)-1845 (10 août) |
| E DEP 91/110 | 1845 (10 août suite)-1852 (21 août) |
| E DEP 91/111 | 1852 (25 septembre)-1862 (2 mars) |
| E DEP 91/112 | 1862 (28 avril)-1871 (14 novembre) |
| E DEP 91/113 | 1871 (16 novembre)-1882 (11 octobre) |
| E DEP 91/114 | 1882 (18 octobre)-1894 (27 septembre) |
| E DEP 91/458 | Conseil municipal, réunions : répertoire des délibérations. 1946 (30 mars)-1951 (11 mai) |
| E DEP 91/408 | Conseil municipal, réunions : cahier de préparation et de suivi de séances. 1913-1920 |
| E DEP 91/492 | Conseil municipal, préparation : correspondance. 1940-1942 |
| E DEP 91/403 | Conseil municipal, réunions : liste des membres. |

Sans date

| | | |
|------------------|---|-------------|
| E DEP 91/548-549 | Conseil municipal, réunion : correspondance, extrait des délibérations. | 1946-1959 |
| E DEP 91/548 | 1946-1949 | |
| E DEP 91/549 | 1950-1959 | |
| E DEP 91/293-291 | Registres d'arrêtés. | 1826-1955 |
| E DEP 91/293 | 1826 [23 septembre]-1847 (2 octobre) | |
| E DEP 91/291 | 1848 (16 janvier)-1873 (7 avril) | |
| E DEP 91/290 | 1874 (11 janvier)-1955 (30 septembre) | |
| E DEP 91/127-670 | Registre de correspondance. | An II-1907 |
| E DEP 91/297 | An II-an IV | |
| E DEP 91/296 | An IV-an XI | |
| E DEP 91/295 | An XI-1826 | |
| E DEP 91/127 | 1814 (7 février-31 mai) | |
| E DEP 91/294 | 1827-1839 | |
| E DEP 91/670 | 1902-1907 | |
| E DEP 91/300-301 | Peluriers de correspondance. | [1881]-1911 |
| E DEP 91/300 | [1881]-[1883] | |
| E DEP 91/301 | 1907-1911 | |
| E DEP 91/317-671 | Administration, suivi : correspondance. | 1816-1928 |
| E DEP 91/322 | 1816 | |

| | |
|--------------|-----------|
| E DEP 91/321 | 1821-1839 |
| E DEP 91/319 | 1832 |
| E DEP 91/320 | 1833 |
| E DEP 91/318 | 1834 |
| E DEP 91/317 | 1836 |
| E DEP 91/437 | 1900 |
| E DEP 91/347 | 1911 |
| E DEP 91/346 | 1914 |
| E DEP 91/324 | 1922-1928 |
| E DEP 91/671 | 1874-1986 |
| E DEP 91/525 | 1949 |

Comprend des arrêtés préfectoraux.

| | |
|--------------|-----------|
| E DEP 91/526 | 1947-1951 |
|--------------|-----------|

Comprend des arrêtés municipaux et préfectoraux.

| | |
|--------------|-----------|
| E DEP 91/571 | 1963-1985 |
|--------------|-----------|

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/598 | 1902 |
|--------------|------|

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/593 | 1918 |
|--------------|------|

| | |
|--------------|-----------|
| E DEP 91/619 | 1944-1977 |
|--------------|-----------|

| | |
|--------------|-----------|
| E DEP 91/635 | 1825-1984 |
|--------------|-----------|

| | |
|--------------|-----------|
| E DEP 91/668 | 1921-1985 |
|--------------|-----------|

| | |
|--------------|---------------------------------|
| E DEP 91/313 | Administration, suivi : agenda. |
|--------------|---------------------------------|

| | | |
|--------------|---|-----------|
| E DEP 91/404 | Administration, suivi : registre nominatif avec mention des moyens de locomotion. | Sans date |
| E DEP 91/533 | Administration : état des rues par numéro et nom des propriétaires ou locataires. | Sans date |
| E DEP 91/570 | Administration, étude des fusions et regroupement de communes : correspondance. | 1971-1974 |
| E DEP 91/491 | Répertoire des actes transmis à l'enregistrement. | 1855-1920 |
| E DEP 91/629 | Demande de changement de limite entre les communes de la Châtre et de Montgivray : correspondance, plans. | 1901-1902 |
| E DEP 91/328 | Inventaire des archives antérieures à 1790. | 1860 |
| E DEP 91/481 | Bâtiments municipaux, assurance : correspondance. | 1840-1930 |
| E DEP 91/623 | Procédure opposant la ville à la société Mausner au sujet de la halle: correspondance, rapport. | 1961-1965 |
| E DEP 91/565 | Procédure opposant la ville à Mme Bonjour au sujet de la perception des droits de place : correspondance. | 1947 |

Série E- État civil

| | | |
|----------------|---------------------------------|-----------|
| E DEP 91/26-80 | Registres d'état civil. | 1790-1906 |
| E DEP 91/26 | Décès. 1790-1792 | |
| E DEP 91/27 | Naissances, mariages. 1790-1792 | |

| | |
|-------------|---------------------------|
| E DEP 91/28 | Naissances. 1793-an V |
| E DEP 91/29 | Mariages. 1793-an VI |
| E DEP 91/30 | Mariages. 1793-an V |
| E DEP 91/31 | Naissances. An VI-an VIII |
| E DEP 91/32 | Mariages. An VI-an XI |
| E DEP 91/33 | Décès. An VI-an XI |
| E DEP 91/34 | Naissances. An IX-an XI |
| E DEP 91/35 | Naissances. An XII |
| E DEP 91/36 | Mariages. An XII |
| E DEP 91/37 | Décès. An XII |
| E DEP 91/38 | Décès. An XIII-1811 |
| E DEP 91/39 | Naissances. An XIII-1807 |
| E DEP 91/40 | Mariages. An XIII-1811 |
| E DEP 91/41 | Naissances. 1808-1811 |
| E DEP 91/42 | Naissances. 1812-1816 |
| E DEP 91/43 | Mariages. 1812-1816 |
| E DEP 91/44 | Décès. 1812-1816 |
| E DEP 91/45 | Naissances. 1817-1822 |
| E DEP 91/46 | Mariages. 1817-1822 |
| E DEP 91/47 | Décès. 1817-1822 |
| E DEP 91/48 | Naissances. 1823-1829 |
| E DEP 91/49 | Mariages. 1823-1829 |

| | |
|-------------|-----------------------|
| E DEP 91/50 | Décès. 1823-1829 |
| E DEP 91/51 | Naissances. 1830-1837 |
| E DEP 91/52 | Mariages. 1830-1837 |
| E DEP 91/53 | Décès. 1830-1837 |
| E DEP 91/54 | Naissances. 1838-1845 |
| E DEP 91/55 | Mariages. 1838-1845 |
| E DEP 91/56 | Décès. 1838-1845 |
| E DEP 91/57 | Naissances. 1846-1853 |
| E DEP 91/58 | Mariages. 1846-1853 |
| E DEP 91/59 | Décès. 1846-1853 |
| E DEP 91/60 | Naissances. 1854-1861 |
| E DEP 91/61 | Mariages. 1854-1861 |
| E DEP 91/62 | Décès. 1854-1861 |
| E DEP 91/63 | Naissances. 1862-1869 |
| E DEP 91/64 | Mariages. 1862-1869 |
| E DEP 91/65 | Décès. 1862-1869 |
| E DEP 91/66 | Naissances. 1870-1877 |
| E DEP 91/67 | Mariages. 1870-1877 |
| E DEP 91/68 | Décès. 1870-1877 |
| E DEP 91/69 | Naissances. 1878-1884 |
| E DEP 91/70 | Mariages. 1878-1884 |
| E DEP 91/71 | Décès. 1878-1884 |

| | | |
|----------------|---|-----------|
| E DEP 91/72 | Naissances. 1885-1892 | |
| E DEP 91/73 | Mariages. 1885-1892 | |
| E DEP 91/74 | Décès. 1885-1892 | |
| E DEP 91/75 | Naissances. 1893-1899 | |
| E DEP 91/76 | Naissances. 1893-1899 | |
| E DEP 91/77 | Décès. 1893-1899 | |
| E DEP 91/78 | Naissances. 1900-1906 | |
| E DEP 91/79 | Mariages. 1900-1906 | |
| E DEP 91/80 | Décès. 1900-1906 | |
| E DEP 91/82-84 | Tables décennales. | 1793-1903 |
| E DEP 91/82 | 1793-1832 | |
| E DEP 91/83 | 1833-1872 | |
| E DEP 91/84 | 1873-1903 | |
| E DEP 91/299 | Brouillon du registre des naissances. | 1902-1928 |
| E DEP 91/542 | Pièces pour mentions marginales (divorces, contrats de mariages). | 1920-1945 |
| E DEP 91/667 | Pièces pour mentions marginales et transport de corps. | 1900-1934 |
| E DEP 91/568 | Publications de mariages. | 1921-1925 |

Série F- Population, économie sociale, statistique

| | | |
|-----------------------|---|-------------|
| E DEP 91/118-353 | Recensements : états nominatifs. | 1861-1954 |
| E DEP 91/118 | 1861 | |
| E DEP 91/131 | 1954 | |
| E DEP 91/132 | 1954 | |
| E DEP 91/353 | sans date | |
| E DEP 91/464 | Agriculture. — Comité d'action agricole : correspondance, déclaration de récoltes, déclaration d'ensemencement. | 1916-1940 |
| E DEP 91/633 | Agriculture : registre de déclarations de récoltes. | 1925-1941 |
| E DEP 91/333-336 | Rôles des vignes. | 1906-1909 |
| E DEP 91/333 | 1906 | |
| E DEP 91/334 | 1907 | |
| E DEP 91/335 | 1908 | |
| E DEP 91/336 | 1909 | |
| E DEP 91/472, 609 | Cours post-scolaire agricole. | 1956-1973 |
| E DEP 91/472 | Comptabilité : cahiers des dépenses, budgets. 1956-1964 | |
| E DEP 91/609 | Correspondance, états comptables, inventaire des biens. 1957-1973 | |
| E DEP 91/310-312, 314 | Cartes d'alimentation : attribution. | [1940]-1949 |
| E DEP 91/314 | [1940]-[1949] | |
| E DEP 91/312 | 1942-1944 | |

| | | |
|--------------|--|-----------|
| E DEP 91/310 | 1945-1947 | |
| E DEP 91/311 | 1948-1949 | |
| E DEP 91/639 | Travail : contrats d'apprentissage. | 1937-1954 |
| E DEP 91/468 | Bureau de placement et lutte contre le chômage, projet : correspondance. | 1919-1935 |

Série G- Contributions, administrations financières

| | | |
|-------------------|--|-----------|
| E DEP 91/315-316 | Matrices cadastrales des propriétés bâties. | 1882-1911 |
| E DEP 91/315 | Case 1-560. Comprend une table. | |
| E DEP 91/316 | Case 561-1089. | |
| E DEP 91/377 | Contributions : état des dégrèvements d'office accordés à certaines catégories de contribuables mobilisés et à leurs ayants cause. | 1914-1919 |
| E DEP 91/412-413 | Cotisations foncières : matrices générales des contributions foncières, personnelles, mobilières et des portes et fenêtres. | 1900-1911 |
| E DEP 91/412 | 1900-1903 | |
| E DEP 91/413 | 1908-1911 | |
| E DEP 91/431, 435 | Contributions directes, suivi : « états de paiement des frais de sommations avec frais ». | 1901-1915 |
| E DEP 91/431 | 1901-1902 | |
| E DEP 91/435 | 1915 | |

| | | |
|--------------|--|-----------|
| E DEP 91/439 | États des contributions directes. | 1881-1912 |
| E DEP 91/522 | Contributions, impôt sur le revenu et nomination des répartiteurs : correspondance, états. | 1929-1953 |
| E DEP 91/600 | Contributions indirectes et octrois : bulletins de versement à la caisse municipale. | 1922 |
| E DEP 91/367 | Contributions et patentes, demande de dégrèvement : registre comprenant une liste nominative (sans date) et des avis donnés sur la demande de dégrèvement soit par le maire soit par les répartiteurs (1829-1830). | 1829-1830 |
| E DEP 91/374 | Contributions extérieures : carnet des avis de recouvrement reçus. | 1908-1928 |
| E DEP 91/376 | Contributions : carnet de contraintes extérieures à envoyer hors de l'arrondissement de perception. | 1880-1921 |

Série H- Affaires militaires

| | | |
|------------------|---|--------------|
| E DEP 91/463 | Préparation des réquisitions en cas de conflit, pigeons-voyageurs : correspondance. | 1923-1932 |
| E DEP 91/119-130 | « Tableaux communaux de recensement des jeunes gens ». | An VIII-1930 |
| E DEP 91/123 | An VIII-1818 | |
| E DEP 91/128 | Classes 1819-1829. 1819-1829 | |
| E DEP 91/126 | Classes 1829-1838. 1829-1838 | |
| E DEP 91/124 | Classes 1839-1850. 1839-1851 | |
| E DEP 91/119 | Classes 1851-1862. 1853-1863 | |

| | | |
|------------------|---|-----------|
| E DEP 91/120 | Classes 1863-1874. 1864-[1875] | |
| E DEP 91/121 | Classes 1875-1882. 1876-1883 | |
| E DEP 91/122 | Classes 1883-1889. 1884-1890 | |
| E DEP 91/125 | Classes 1890-1896. 1891-1897 | |
| E DEP 91/130 | Classes 1897-1904. 1897-1917 | |
| | La liste de 1897 est révisée en 1914. | |
| E DEP 91/129 | Classes 1921-1930. 1921-1930 | |
| E DEP 91/93-100 | Classement des chevaux, juments, mulets et mules. | 1918-1936 |
| | Notamment tableau de classement et de la réquisition des chevaux, juments, mulets et mules, procès-verbal constatant l'examen et la visite des chevaux, juments, mulets et mules, registre unique des chevaux, juments, mulets et mules, registre unique des chevaux, juments, mulets et mules et voitures. | |
| E DEP 91/93 | 1918, 1921-1922 | |
| E DEP 91/94 | 1924 | |
| E DEP 91/95 | 1926-1927 | |
| E DEP 91/96 | 1929-1930 | |
| E DEP 91/97 | 1931 | |
| E DEP 91/98 | 1933 | |
| E DEP 91/99 | 1934 | |
| E DEP 91/99 | 1935-1936 | |
| E DEP 91/460-461 | Véhicules automobiles, recensement : fiches de déclarations, états nominatifs. | 1920-1931 |
| E DEP 91/461 | 1920-1931 | |
| E DEP 91/460 | 1922-1931 | |

| | | |
|------------------|---|-----------|
| E DEP 91/368 | Logement militaire : registre. | 1844 |
| E DEP 91/646 | Pigeons, recensement : déclaration des propriétaires, état des ressources colombophiles. | 1934-1941 |
| E DEP 91/342 | Compagnie des sapeurs-pompiers, constitution : correspondance, règlements. | 1864-1880 |
| E DEP 91/449-659 | Première guerre mondiale. | 1916-1922 |
| E DEP 91/659 | Ravitaillement, réquisitions, suivi : correspondance, état. | 1916-1921 |
| E DEP 91/601 | Réfugiés : états nominatifs. | 1918-1920 |
| E DEP 91/478 | Médailleurs militaires, blessés, ravitaillement : correspondance. | 1919-1921 |
| E DEP 91/449 | Militaires morts pour la France : correspondance. | 1921-1922 |
| E DEP 91/415-648 | Seconde guerre mondiale. | 1939-1953 |
| E DEP 91/622 | Ordre de réquisition de bâtiments, états pour prévoir le logement des troupes. | 1939-1941 |
| E DEP 91/450 | Militaires et prisonniers de guerre : correspondance. | 1940-1941 |
| E DEP 91/648 | Affaires militaires, réquisitions, déclarations d'arme à feu, dommage de guerre : correspondance, état des immeubles endommagés « du fait des hostilités », inventaire du matériel de l'ancien hôtel du Bœuf couronné (1951). | 1941-1953 |
| E DEP 91/415 | Prisonniers allemands : correspondance, bordereau de rémunération pour l'emploi des prisonniers de guerre de l'Axe. | 1945 |

Série I- Police, hygiène publique, justice

| | | |
|--------------|---|-----------|
| E DEP 91/509 | Police, réglementation : correspondance, affiche. | 1825-1880 |
|--------------|---|-----------|

| | | |
|------------------|---|-----------|
| E DEP 91/540 | Police, suivi : actes de justice de paix, amendes de contributions directes et taxes assimilées, amendes (pécuniaires), fiche relative au versement d'allocations (nominative), amendes (administratives), enveloppes non ouvertes (minutes judiciaires). | 1911-1951 |
| E DEP 91/582 | Police, hygiène, immeuble menaçant ruine, suivi : correspondance, règlement de police. | 1871-1926 |
| E DEP 91/543 | Prison : correspondance, règlement général pour les prisons départementales. | 1841-1921 |
| E DEP 91/476-504 | Transports de corps et exhumations : correspondance. | 1872-1939 |
| E DEP 91/504 | | 1872-1917 |
| E DEP 91/479 | | 1919-1928 |
| E DEP 91/476 | | 1921-1939 |
| E DEP 91/459 | Enlèvements des boues : correspondance, cahier des charges. | 1818-1915 |
| E DEP 91/660 | Enlèvement des boues, achat d'une benne : correspondance (1950-1951). Achat d'un pont à bascule : correspondance, plan (1950). | 1950-1951 |
| E DEP 91/115-116 | Police des marchés. | 1816-1865 |
| E DEP 91/115 | | 1816-1826 |
| E DEP 91/116 | | 1836-1865 |
| E DEP 91/505 | Vente des denrées alimentaires à la criée : correspondance. | 1874-1877 |
| E DEP 91/506 | Grève des bouchers : états. | 1896 |

| | | |
|-------------------|---|-----------|
| E DEP 91/507 | Débites de boissons et café-concerts, suivi : états. | 1844-1871 |
| E DEP 91/508-610 | Commissariat de police. | 1824-1922 |
| E DEP 91/602 | Mise en place de la réglementation, gestion du personnel, suivi des affaires : correspondance, affiches, arrêté pour autorisation de transport de corps, procès-verbaux de gendarmerie, inventaire du mobilier et des objets existants au bureau de police (1885-1890), état des marques des boulangers (1856). 1832-1913 | |
| E DEP 91/610 | Administration, suivi des affaires : correspondance, état des mercuriales (1898), extrait des minutes civiles du tribunal, procès verbaux, arrêté, fiches individuelles. 1894-1909 | |
| E DEP 91/508 | Nomination du personnel : correspondance. 1824-1922 | |
| E DEP 91/580 | Traitement des commissaires, suivi des affaires : correspondance, rapport. 1871-1907 | |
| E DEP 91/292 | Ouvertures de commerces et de débits de boissons, dépôt de contrats de mariages, divorces : registre. | 1826-1957 |
| E DEP 91/493 | Commerces, ouverture : correspondance, arrêté préfectoral. | 1940-1942 |
| E DEP 91/305 | Femmes publiques : registres, carnets individuels. | 1904-1917 |
| E DEP 91/410, 414 | Registre des pertes et trouvailles. | 1894-1926 |
| E DEP 91/414 | 1894-1899 | |
| E DEP 91/410 | 1924-1926 | |
| E DEP 91/469 | Étrangers et réfugiés polonais, suivi: correspondance. | 1834-1839 |

E DEP 91/644 Inondations de 1910 : correspondance, état des pertes immobilières, « liste des personnes qui ont souffert des inondations », état de répartition des secours attribués aux victimes.
1910

E DEP 91/527 Eaux d'alimentation, surveillance : fiche d'analyse.
1951-1952

E DEP 91/466 Fièvres aphteuses, suivi : correspondance.
1920-1931

Série K- Élections et personnel

E DEP 91/343-503 Élections politiques.
1821-1959

E DEP 91/484 Conseil municipal, nominations : correspondance, arrêté préfectoral.
1821-1888

E DEP 91/343-352 Troisième République. 1898-1914

E DEP 91/343-345 Élections municipales. 1898-1912

E DEP 91/343 1898-1912

E DEP 91/344 1903-1905

E DEP 91/345 1906-1912

E DEP 91/349 Élections des conseillers d'arrondissement : listes électorales. 1904-1913

E DEP 91/351 Élections des conseillers généraux : listes électorales. 1904-1910

E DEP 91/352 Élections législatives : listes électorales. 1902-1914

E DEP 91/483-503 Quatrième République et Cinquième République. 1946-1959

E DEP 91/483, 620 Conseil de la République, désignation des délégués : correspondance. 1946-1955

E DEP 91/483 1946

| | | |
|-------------------|--|-----------|
| E DEP 91/620 | 1955 | |
| E DEP 91/503 | Référendum : affiche (1958). Conseil municipal, élections : procès-verbaux (1959). 1958-1959 | |
| E DEP 91/350-653 | Élections professionnelles. | 1904-1968 |
| E DEP 91/350, 575 | Élections à la chambre de commerce. 1904-1969 | |
| E DEP 91/350 | Listes électorales. 1904-1911 | |
| E DEP 91/575 | liste des électeurs, affiche, procès-verbaux de résultats. 1953-1969 | |
| E DEP 91/572 | Chambre des métiers : listes électorales. 1959-1968 | |
| E DEP 91/615 | Chambre d'agriculture. -Élection, confection des listes : correspondance, état, affiche. 1966-1969 | |
| E DEP 91/443 | Sécurité sociale, élection : correspondance, instruction. 1947 | |
| E DEP 91/653 | Élection pour les tribunaux paritaires des baux ruraux : liste des électeurs, procès-verbal des électeurs. 1957-1968 | |
| E DEP 91/442, 637 | Personnel communal : états, circulaires, extraits des délibérations du conseil municipal. | 1947-1960 |
| E DEP 91/442 | 1947-1957 | |
| E DEP 91/637 | 1946-1960 | |
| E DEP 91/636 | Commune et lycée, gestion du personnel : correspondance. | 1963-1965 |

Série L- Finances de la commune

E DEP 91/428-640 Budgets et comptes de l'ordonnateur.

1818-1960

E DEP 91/441-473 Budgets. 1818-1921

E DEP 91/441 Commune. 1818-1852

E DEP 91/427 Collège et internat de jeunes filles. 1907-1913

E DEP 91/473 Service vicinal : exercices 1914-1920. 1913-1921

E DEP 91/429 Budgets supplémentaires pour le collège et l'internat de jeunes filles. 1902-1912

E DEP 91/428 Comptes administratifs du collège et de l'internat de jeunes filles. 1907-1912

E DEP 91/519-640 Budgets, budgets supplémentaires, comptes administratifs. 1888-1919

E DEP 91/520, 640 Collège de garçons.

E DEP 91/640 1888-1911

E DEP 91/520 1915-1919

E DEP 91/519 Commune. 1950-1954, 1959-1960

E DEP 91/134-515 Comptes du comptable.

1878-1949

E DEP 91/357-438 Compte de gestion. 1878-1935

E DEP 91/357 Commune. 1902-1935

E DEP 91/362, 426 Hospice. 1878-1934

E DEP 91/426 1878-1902

E DEP 91/362 1902-1934

E DEP 91/363 Bureau de bienfaisance. 1902-1935

| | |
|-------------------|---|
| E DEP 91/361, 430 | Collège de garçons. 1900-1925 |
| E DEP 91/430 | 1900-1902 |
| E DEP 91/361 | 1901-1925 |
| E DEP 91/360, 438 | Collège et internat de jeunes filles. 1912-1924 |
| E DEP 91/438 | 1912-1913 |
| E DEP 91/360 | 1908-1924 |
| E DEP 91/359, 434 | Service vicinal. 1878-1934 |
| E DEP 91/434 | 1878-1902 |
| E DEP 91/359 | 1902-1934 |
| E DEP 91/358 | Syndicat d'électrification. 1927 |
| E DEP 91/134-392 | Livre de détail des recettes et dépenses. 1900-1934 |
| E DEP 91/152-385 | Commune. 1900-1934 |
| E DEP 91/162 | 1900 |
| E DEP 91/161 | 1901 |
| E DEP 91/155 | 1902 |
| E DEP 91/275 | 1903 |
| E DEP 91/156 | 1904 |
| E DEP 91/239 | 1905 |
| E DEP 91/154 | 1906 |
| E DEP 91/153 | 1907 |
| E DEP 91/309 | 1908 |
| E DEP 91/158 | 1910 |

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/160 | 1911 |
| E DEP 91/287 | 1912 |
| E DEP 91/157 | 1913 |
| E DEP 91/231 | 1914 |
| E DEP 91/268 | 1915 |
| E DEP 91/284 | 1916 |
| E DEP 91/166 | 1917 |
| E DEP 91/253 | 1918 |
| E DEP 91/246 | 1919 |
| E DEP 91/159 | 1922 |
| E DEP 91/258 | 1923 |
| E DEP 91/385 | 1924 |
| E DEP 91/152 | 1925 |
| E DEP 91/234 | 1926 |
| E DEP 91/168 | 1927 |
| E DEP 91/167 | 1928 |
| E DEP 91/249 | 1929 |
| E DEP 91/263 | 1930 |
| E DEP 91/163 | 1931 |
| E DEP 91/382 | 1932 |
| E DEP 91/164 | 1933 |
| E DEP 91/165 | 1934 |

E DEP 91/134-392 Hospice et bureau de bienfaisance. 1900-1934

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/169 | 1900 |
| E DEP 91/251 | 1901 |
| E DEP 91/134 | 1902 |
| E DEP 91/280 | 1903 |
| E DEP 91/171 | 1904 |
| E DEP 91/238 | 1905 |
| E DEP 91/173 | 1906 |
| E DEP 91/172 | 1907 |
| E DEP 91/178 | 1908 |
| E DEP 91/175 | 1910 |
| E DEP 91/208 | 1911 |
| E DEP 91/286 | 1912 |
| E DEP 91/174 | 1913 |
| E DEP 91/230 | 1914 |
| E DEP 91/267 | 1915 |
| E DEP 91/285 | 1916 |
| E DEP 91/184 | 1917 |
| E DEP 91/278 | 1918 |
| E DEP 91/177 | 1919 |
| E DEP 91/176 | 1922 |
| E DEP 91/257 | 1923 |

| | |
|------------------|-------------------------------|
| E DEP 91/386 | 1924 |
| E DEP 91/170 | 1925 |
| E DEP 91/233 | 1926 |
| E DEP 91/179 | 1927 |
| E DEP 91/183 | 1928 |
| E DEP 91/248 | 1929 |
| E DEP 91/264 | 1930 |
| E DEP 91/180 | 1931 |
| E DEP 91/392 | 1932 |
| E DEP 91/181 | 1933 |
| E DEP 91/182 | 1934 |
| E DEP 91/185-387 | Collège de garçons. 1901-1925 |
| E DEP 91/384 | 1901 |
| E DEP 91/187 | 1902 |
| E DEP 91/276 | 1903 |
| E DEP 91/189 | 1904 |
| E DEP 91/241 | 1905 |
| E DEP 91/188 | 1906 |
| E DEP 91/186 | 1907 |
| E DEP 91/191 | 1910 |
| E DEP 91/193 | 1911 |
| E DEP 91/194 | 1912 |

| | |
|------------------|---|
| E DEP 91/190 | 1913 |
| E DEP 91/227 | 1914 |
| E DEP 91/271 | 1915 |
| E DEP 91/283 | 1916 |
| E DEP 91/196 | 1917 |
| E DEP 91/195 | 1918 |
| E DEP 91/244 | 1919 |
| E DEP 91/192 | 1922 |
| E DEP 91/259 | 1923 |
| E DEP 91/387 | 1924 |
| E DEP 91/185 | 1925 |
| E DEP 91/197-388 | Collège et internat de jeunes filles. 1908-1925 |
| E DEP 91/327 | 1908 |
| E DEP 91/199 | 1910 |
| E DEP 91/200 | 1911 |
| E DEP 91/288 | 1912 |
| E DEP 91/198 | 1913 |
| E DEP 91/229 | 1914 |
| E DEP 91/269 | 1915 |
| E DEP 91/326 | 1916 |
| E DEP 91/203 | 1917 |
| E DEP 91/202 | 1918 |

| | |
|-------------------|---|
| E DEP 91/243 | 1919 |
| E DEP 91/201 | 1922 |
| E DEP 91/260 | 1923 |
| E DEP 91/388 | 1924 |
| E DEP 91/197 | 1925 |
| E DEP 91/204-207 | Service vicinal. 1906-1911 |
| E DEP 91/204 | 1906 |
| E DEP 91/207 | 1907 |
| E DEP 91/205 | 1910 |
| E DEP 91/206 | 1911 |
| E DEP 91/235, 391 | Service d'électrification. 1926-1927 |
| E DEP 91/235 | 1926 |
| E DEP 91/391 | 1927 |
| E DEP 91/135-390 | Journal général. 1900-1935 |
| | Il est noté sur la page de présentation du registre : « ville et établissements de la Châtre ». |
| E DEP 91/274 | 1900 |
| E DEP 91/136 | 1901 |
| E DEP 91/140 | 1902 |
| E DEP 91/390 | 1903 |
| E DEP 91/137 | 1904 |
| E DEP 91/237 | 1905 |
| E DEP 91/139 | 1906 |

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/138 | 1907 |
| E DEP 91/145 | 1908 |
| E DEP 91/143 | 1910 |
| E DEP 91/144 | 1911 |
| E DEP 91/289 | 1912 |
| E DEP 91/141 | 1913 |
| E DEP 91/226 | 1914 |
| E DEP 91/270 | 1915 |
| E DEP 91/281 | 1916 |
| E DEP 91/273 | 1917 |
| E DEP 91/254 | 1918 |
| E DEP 91/242 | 1919 |
| E DEP 91/142 | 1922 |
| E DEP 91/256 | 1923 |
| E DEP 91/279 | 1924 |
| E DEP 91/135 | 1925 |
| E DEP 91/232 | 1926 |
| E DEP 91/272 | 1927 |
| E DEP 91/146 | 1928 |
| E DEP 91/247 | 1929 |
| E DEP 91/262 | 1930 |
| E DEP 91/147 | 1931 |

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/150 | 1932 |
| E DEP 91/148 | 1933 |
| E DEP 91/149 | 1934 |
| E DEP 91/151 | 1935 |

E DEP 91/209-603 Grand livre des comptes ouverts. 1900-1935

Il est noté sur la page de présentation du registre : « ville et établissements de la Châtre ».

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/220 | 1900 |
| E DEP 91/252 | 1901 |
| E DEP 91/212 | 1902 |
| E DEP 91/389 | 1903 |
| E DEP 91/210 | 1904 |
| E DEP 91/240 | 1905 |
| E DEP 91/213 | 1906 |
| E DEP 91/209 | 1907 |
| E DEP 91/219 | 1908 |
| E DEP 91/216 | 1910 |
| E DEP 91/218 | 1911 |
| E DEP 91/215 | 1912 |
| E DEP 91/214 | 1913 |
| E DEP 91/228 | 1914 |
| E DEP 91/266 | 1915 |
| E DEP 91/282 | 1916 |

| | |
|--------------|------|
| E DEP 91/603 | 1917 |
| E DEP 91/255 | 1918 |
| E DEP 91/245 | 1919 |
| E DEP 91/217 | 1922 |
| E DEP 91/261 | 1923 |
| E DEP 91/277 | 1924 |
| E DEP 91/211 | 1925 |
| E DEP 91/236 | 1926 |
| E DEP 91/383 | 1927 |
| E DEP 91/225 | 1928 |
| E DEP 91/250 | 1929 |
| E DEP 91/265 | 1930 |
| E DEP 91/223 | 1931 |
| E DEP 91/221 | 1932 |
| E DEP 91/222 | 1934 |
| E DEP 91/224 | 1935 |

E DEP 91/515 Arrêtés du trésorier payeur général.

1947-1949

E DEP 91/85-92 Carnet d'enregistrements des titres de recettes.

1903-1927

E DEP 91/85 1903-1905

E DEP 91/86 1906-1908

E DEP 91/87 1909-1911

| | | |
|------------------|--|-----------|
| E DEP 91/88 | 1912-1914 | |
| E DEP 91/89 | 1915-1916, 1918 | |
| E DEP 91/381 | 1917 | |
| E DEP 91/90 | 1919-1921 | |
| E DEP 91/91 | 1922-1924 | |
| E DEP 91/92 | 1925-1927 | |
| E DEP 91/369 | 1928-1934 | |
| E DEP 91/393-406 | Registre des mandats. | 1911-1925 |
| E DEP 91/396 | 1911-1916 | |
| E DEP 91/409 | 1917-1919 | |
| E DEP 91/400 | 1920 | |
| E DEP 91/397 | 1920-1921 | |
| E DEP 91/402 | 1921 | |
| E DEP 91/398 | 1922-1923 | |
| E DEP 91/399 | 1922-1923 | |
| E DEP 91/405 | 1923 | |
| E DEP 91/393 | 1924 | |
| E DEP 91/401 | 1924-1925 | |
| E DEP 91/406 | 1926 | |
| E DEP 91/355-583 | Octrois. | 1819-1956 |
| E DEP 91/452 | Correspondance, cahier des charges, affiche. | 1819-1846 |

| | |
|------------------|--|
| E DEP 91/456 | Correspondance, rapport de vérification, procès verbal d'adjudication de l'octroi, règlement. 1825-1844 |
| E DEP 91/467 | Définition des tarifs : extrait des délibérations municipales (1874) ; projet de suppression : correspondance, état (1922-1941). 1874-1941 |
| E DEP 91/496 | Projet de construction d'un bureau : correspondance. 1882 |
| E DEP 91/583 | Travaux, gestion : correspondance, états statistiques, plan. 1841-1911 |
| E DEP 91/425-433 | Bulletins de versements à la caisse municipale. 1920-1923 |
| E DEP 91/432 | 1920 (20 janvier-30 septembre) |
| E DEP 91/433 | 1920 (10 octobre)-1921 (6 janvier) |
| E DEP 91/425 | 1923 |
| E DEP 91/355-356 | Abonnement : rôle des vignes. Sans date |
| E DEP 91/355 | Sans date |
| E DEP 91/356 | Sans date |
| E DEP 91/370-444 | Recette municipale. |
| | 1893-1935 |
| E DEP 91/370-371 | Notification des actes de poursuites par la Poste : carnet d'ordre. 1902-1935 |
| E DEP 91/370 | 1902-1919 |
| E DEP 91/371 | 1920-1935 |
| E DEP 91/373 | Carnet des dépenses à payer en plusieurs années (commune, hospice et bureau de bienfaisance). 1893-1915 |
| E DEP 91/375 | Répertoire des paiements effectués par virement. 1925-1935 |
| E DEP 91/378 | Carnet des ordonnances de dégrèvements sur produits communaux. 1921-1926 |
| E DEP 91/379 | Compte courant postal : carnet d'enregistrement des opérations journalières. 1927-1935 |

| | | |
|------------------|---|-----------|
| E DEP 91/380 | Carnet des ordonnances de dégrèvements sur produits communaux. 1907-1921 | |
| E DEP 91/444 | Perception des droits d'expédition et de légalisation : bordereaux de versements. 1946-1956 | |
| E DEP 91/487-189 | Comptabilité : journal à souche des recettes. | 1889-1926 |
| E DEP 91/487 | 1889-1918 Notamment à la commune. | |
| E DEP 91/486 | 1919-1926 Notamment à la commune. | |
| E DEP 91/488 | 1889-1907 Collège de garçons. | |
| E DEP 91/489 | 1889-1907 Non identifié. | |
| E DEP 91/411 | Comptabilité : grand livre de caisse. | 1955 |
| E DEP 91/634 | Comptabilité : correspondance, états de recouvrement, budget supplémentaire. | 1900-1931 |
| E DEP 91/647 | Comptabilité : bons de commande. | 1910-1914 |
| E DEP 91/455 | Caisse d'épargne, suivi des relations et versements : correspondance. | 1839-1842 |
| E DEP 91/541 | Emprunts, suivi : correspondance, états. | 1922-1937 |
| E DEP 91/436 | Taxe sur les chiens. | 1917-1921 |

E DEP 91/440

La situation financière des communes du département de l'Indre. Ministère de l'Intérieur.

1879-1913

Série M- Édifices communaux, monuments et établissements publics

E DEP 91/551-658

Bâtiments communaux et fournitures, travaux : correspondance, plans, marché.

1860-1988

E DEP 91/556

1860-1912

E DEP 91/551

1930-1953

Correspondance, cahier des charges, devis, marché, affiche (1930-1936, 1953).

E DEP 91/656

1950-1988

Notamment piscine, bassin de natation, relation avec l'architecte Jacques Barge.

E DEP 91/657

1901-1966

Notamment construction de logements économiques, pompe à incendie et établissement de bains, loge des boucheries, promenade de l'abbaye, aire sportive, bâtiments scolaires, hospice.

E DEP 91/658

1876-1966

Notamment puits communal, grands escaliers de Saint-Antoine, marché aux volailles, foyer de la jeune fille, reproduction d'un plan « des bâtiments et dépendances appelés les Carmes, appartenant à la ville de la Châtre dont la vente est autorisée par décret de sa majesté impérial en date du 13 novembre 1807 ».

E DEP 91/604

1949-1967

Notamment plan du théâtre.

E DEP 91/605

1951-1966

Notamment plan de l'école de filles.

E DEP 91/606

1952-1963

E DEP 91/611

1951-1962

E DEP 91/303

Fournitures, suivi : registre comptable.

1926-1931

Il est noté sur le registre : « entretien des bâtiments communaux, entretien des rues, chemins et places publiques, mobilier scolaire, chauffage des écoles, mobilier de la mairie » et entretien des collèges garçons et filles.

| | | |
|------------------|---|---------------|
| E DEP 91/666 | Bâtiments et fournitures : correspondance. | 1946-1967 |
| E DEP 91/643 | Bâtiments communaux, travaux : correspondance, devis. | 1962-1964 |
| E DEP 91/573 | Bâtiment communal (non identifié), aménagement d'une cuisine : plans (1964). Terrain scolaire de basketball, aménagement : correspondance, devis, plans (1956). Centre culturel, projet d'aménagement : plans (1979). Stade municipal, projet d'aménagement : correspondance (1938-1941). | 1938-1979 |
| E DEP 91/304 | Travaux, suivi : plans, dessins, listes des siphons de la ville et des branchements de gaz. | [1920]-[1931] |
| E DEP 91/555 | Bâtiments publics, travaux : correspondance, cahier des charges, registre des adjudications, plans (An X-1860). Horloge (mairie, église, hôtel des postes) : correspondance (1858-1936). | An X-1936 |
| E DEP 91/545 | Mairie, projet de travaux : correspondance, devis. | 1953-1954 |
| E DEP 91/626 | Mairie, centre médico-scolaire, collège George Sand, travaux : correspondance, plans. | 1947-1960 |
| E DEP 91/650 | Église, travaux et entretien : correspondance, plan. | 1886-1930 |
| E DEP 91/517 | Logement du prêtre : correspondance, inventaire après décès de Mr Pignet curé. | 1865-1877 |
| E DEP 91/447-448 | Monument aux morts. | 1917-1923 |

- E DEP 91/448 Correspondance, « livre d'or de ses enfants morts pour la Patrie-1914-1918 » avec photographies du monument, de la plaque apposée dans l'église et chanson de Nigond (« A nos morts »). 1917-1923
- E DEP 91/447 Travaux d'installation d'une grille : correspondance, plans. 1923
- E DEP 91/325-642 Établissements scolaires.
1855-1966
- E DEP 91/485 Salle d'asile, construction : correspondance, plan. 1855-1882
- E DEP 91/407 École des sœurs de la charité, école communale laïque, école des garçons, salle d'asile, école de filles, suivi : correspondance, affiche, plan. 1869-1927
- E DEP 91/325 Collège Georges Sand, reconstruction d'un escalier principal et escalier de secours : correspondance, plan, devis, affiche. 1957-1962
- E DEP 91/567-642 Cours complémentaires. 1954-1957
- E DEP 91/567 Projet de construction de bâtiment : correspondance, devis, plans. 1954-1955
- E DEP 91/618 Suivi de la fourniture de mobilier : correspondance. 1955-1957
- E DEP 91/642 Travaux : correspondance, marché. 1954-1957
- E DEP 91/596 Cours complémentaires, internat de jeunes filles, centre d'apprentissage, projet de travaux : plans. 1952-1953
- E DEP 91/588-591 Collège de jeunes filles. 1952-1966
- E DEP 91/588 Projet de travaux : plans. 1952-1958
- E DEP 91/589 Projet de travaux : rapports, plans. 1958-1965
- E DEP 91/590 Projet de travaux : plans. 1965 (août-septembre).
- E DEP 91/591 Travaux : rapports, plans. 1966
- E DEP 91/523-559 Abattoir.
1917-1923
- E DEP 91/528 Suivi : correspondance, règlement de police, affiche. 1857-1894

| | | |
|-------------------|---|-----------|
| E DEP 91/523 | Travaux et comptabilité : correspondance, état comtable. 1878-1966 | |
| E DEP 91/559 | Travaux : correspondance, devis. 1954-1960 | |
| E DEP 91/539 | Collège de garçons, travaux : correspondance, plan (1948). Abattoir, suivi, gestion du personnel : correspondance, affiche (1831-1933). | 1831-1948 |
| E DEP 91/587 | Piscine, travaux : marchés. | 1966 |
| E DEP 91/502 | Marché aux porcs, pavage : correspondance, plan. | 1899-1902 |
| E DEP 91/365 | Institut médico-pédagogique professionnel « Les Juniors », projet : correspondance, promesse de vente. | 1965-1967 |
| E DEP 91/524 | Foyer de la jeune fille, projet d'aménagement : correspondance. | 1963-1964 |
| E DEP 91/574, 595 | Maison des jeunes. | |
| E DEP 91/574 | Construction : plans. 1965-1966 | |
| E DEP 91/595 | Projet : plans. 1968 | |
| E DEP 91/538 | Hôtel des postes, projet d'aménagement : correspondance, plan, acte notarié (1929-1931). Kiosque non couvert pour musiciens, construction : devis, plan (1924). | 1924-1931 |
| E DEP 91/560 | Petite halle, aménagement : correspondance. | 1959 |
| E DEP 91/592 | Halle municipale, projet d'aménagement : correspondance, cahier des charges, devis, plans. | 1952-1964 |
| E DEP 91/621 | Halle municipale et collège mixte, travaux : correspondance. | 1956-1958 |

| | | |
|--------------|---|-----------|
| E DEP 91/475 | Bureau télégraphique, projet : plan. | 1867 |
| E DEP 91/669 | Administration et travaux, suivi : plans et affiches. Notamment règlement de l'abattoir (1858), plan des bouches incendies (sans date), bâtiment des carmes (1827) ; inventaire du mobilier du palais de justice (XIX ^e siècle-2009) ; usine à gaz (plan 1872) ; plan pour établissement de bains et magasin pour les pompes d'incendie (1908). | 1827-1946 |
| E DEP 91/490 | Chauffage, adjudication du charbon : marché. | 1938-1959 |
| E DEP 91/584 | Bâtiments et voirie, travaux : correspondance, devis, plan. | 1955-1956 |
| E DEP 91/624 | Bâtiments communaux et voirie, travaux et fournitures : correspondance, devis, plans, avenant, procès-verbal de réception. | 1935-1980 |
| E DEP 91/625 | Bâtiments communaux, travaux et fournitures : correspondance, devis, plans, avenant, procès-verbal de réception. | 1957-1966 |

Série N- Biens communaux, terres, bois, eaux

| | | |
|-------------------|--|-----------|
| E DEP 91/569, 586 | Cimetière. | 1906-1986 |
| E DEP 91/586 | Concessions : correspondance. 1906-1937 | |
| E DEP 91/569 | Travaux et concessions : correspondance, actes de concessions. 1977-1986 | |
| E DEP 91/457 | Foncier, location et achats : correspondance. | 1911-1963 |
| E DEP 91/628 | Vente d'arbres : correspondance, cahier des charges. | 1865-1922 |

E DEP 91/471 Biens communaux servant à usage public, suivi : correspondance, extrait des délibérations du conseil municipal.
1807-1886

Série O- Travaux publics, voiries, moyens de transport, régime des eaux

E DEP 91/553 Alignement, vente de terrains : correspondance, acte, plan.
1828-1921

E DEP 91/535 Rues et chemins, alignements : correspondance, plans.
1869-1905

E DEP 91/550 Bâtiments communaux et voirie, travaux : correspondance, cahier des charges, devis, marché, affiche, fiche de tournée établie par le service voirie, rapport.
1920-1929

E DEP 91/631 Chemins, rues, bâtiments communaux, voirie, suivi des acquisitions, expropriations, alignements, assurance, administration, travaux, suivi du réseau ferroviaire, suivi de la circulation, suivi des curages d'eau : correspondance, procès verbal d'adjudication, actes, plans.
1807-1981

E DEP 91/537 Voirie. — Fossés des jardins de la ville, entretien : correspondance (1931) ; square des Capucins, projet d'aménagement : devis, plan (1916) ; moulin Borgnon, projet d'acquisition : correspondance, plan (1932-1941) ; place du marché, projet d'agrandissement : correspondance, plan (1928-1930) ; toilettes publiques, projet d'aménagement : plan (1935).
1916-1941

E DEP 91/632 Procédure opposant la ville à Mauduit au sujet d'un projet de place publique : correspondance (1882-1883). Justice, procès commissaire de police contre Vayssaire : correspondance (1849-1852). Voirie urbaine, affaire Appé Tayon (dommages suite à travaux de nivellement) : correspondance 1870-1872). Voirie, travaux de nivellement des rues grande et Fort-l'Évêque : correspondance, plan (1870-1871). Rue grande, affaire Raoux (dommages suite à travaux de nivellement) : correspondance (1871-1875). Voirie, fournitures : correspondance (1876). Champs de foire, acquisition de terrain : correspondance, plan, affiche (1877). Hôtel de ville, mise en place d'une clôture : correspondance, plan, devis (1881). Route nationale, aménagement d'un aqueduc : correspondance (1865-1889). Entourage de la place publique, travaux : correspondance, plan (1903). Voirie, travaux aux caniveaux : cahier des charges (1876-1877). Procédure opposant la ville à M. Bernard au sujet du jardin de la mairie, ancien couvent des carmes) : correspondance, rapport (1824-1839).

Voirie, suivi (pétition pour l'ouverture d'une rue par la maison Mauduit): correspondance, pétition (1878). Voirie, droits de voirie, aliénation de la ruelle à Pouzon, immeuble menaçant ruine : correspondance, plan (1851-1857).

1824-1883

E DEP 91/510 Voirie, affaire Mathieu Canteau : correspondance.

1827-1859

E DEP 91/662 Voirie, travaux : correspondance, plan.

1873-1963

E DEP 91/612 Voirie, projet de travaux : correspondance, plan.

1893-1959

E DEP 91/655 Voirie, travaux : conventions.

1958-1961

E DEP 91/494 Voirie, suivi des fournitures, entretien du jardin public, création de la place George Sand : correspondance.

1882-1902

E DEP 91/536 Rue Fort l'évêque. — Agrandissement, projet d'acquisition de la maison dite Bertrand : correspondance.

1928-1932

E DEP 91/564 Place publique, aménagement : correspondance, plan.

1878

E DEP 91/562 Rues, aménagement : correspondance, affiche.

1878-1879

E DEP 91/470 Rue entre la place du marché et le champs de foire, création : arrêté de Louis Napoléon.

1852

E DEP 91/617 Place de la République, travaux : correspondance, devis, plan.

1950-1951

E DEP 91/544 Demande de pose de plans indicateurs : correspondance.

1932

| | | |
|-----------------------|--|-----------|
| E DEP 91/529 | Champs de foire et chemin n°10, travaux d'aménagement : correspondance, devis, plans. | 1878 |
| E DEP 91/576-577, 661 | Chemins. | 1838-1943 |
| E DEP 91/661 | Chemins ruraux des grandes bordes, travaux : correspondance, plan (1960-1962). Chemin rural de chêne à Vavres, travaux : correspondance, plan (1957-1962). Chemin rural des Bordes, suivi : devis, plan (1838-1839). 1838-1862 | |
| E DEP 91/576-577 | Travaux : correspondance, plans. 1861-1943 | |
| E DEP 91/576 | 1861-1912 Comprend des affiches. | |
| E DEP 91/577 | 1922-1943 | |
| E DEP 91/563 | Travaux relatifs à des ponts et des aqueducs : correspondance, plan. | 1873 |
| E DEP 91/530-579 | Routes. | 1816-1905 |
| E DEP 91/530, 579 | Route nationale/impériale n°140. 1816-1867 | |
| E DEP 91/579 | Travaux : correspondance, plan, règlement d'eau de moulin. 1816-1905 | |
| E DEP 91/530 | Travaux : correspondance. 1859-1867 | |
| E DEP 91/531 | Route impériale n°143, travaux : correspondance. 1879-1880 | |
| E DEP 91/533 | Route départementale n°3, travaux : correspondance. 1818-1900 | |
| E DEP 91/416-424 | Chemins, entretien : rôle des prestations. | 1897-1905 |
| E DEP 91/424 | 1897 | |
| E DEP 91/423 | 1898 | |

| | | |
|------------------|---|-----------|
| E DEP 91/422 | 1899 | |
| E DEP 91/421 | 1900 | |
| E DEP 91/420 | 1901 | |
| E DEP 91/416 | 1902 | |
| E DEP 91/417 | 1903 | |
| E DEP 91/418 | 1904 | |
| E DEP 91/419 | 1905 | |
| E DEP 91/497-499 | Location et occupation du domaine public : correspondance. | 1851-1937 |
| E DEP 91/497 | Location de boutiques. 1858-1923 | |
| E DEP 91/498 | Location de bancs. 1933-1937 | |
| E DEP 91/499 | Suivi des locations et de l'occupation du domaine public. 1851-1935 | |
| E DEP 91/500-614 | Expropriations. | 1842-1946 |
| E DEP 91/500 | Correspondance. 1882-1883 | |
| E DEP 91/566 | Suivi des expropriations : correspondance, plan, rapport. 1842-1884 | |
| E DEP 91/614 | Suivi des procédures d'expropriation et d'acquisition : correspondance. 1937-1946 | |
| E DEP 91/512 | Estimation de terrains : correspondance, affiche. | 1883 |
| E DEP 91/514 | Échange et aliénation de terrains : correspondance, arrêté préfectoral, plan. | 1882-1884 |
| E DEP 91/348-511 | Éclairage. | 1899-1935 |

| | | |
|-------------------|---|-----------|
| E DEP 91/511 | Fixation du prix du charbon : correspondance. 1899-1918 | |
| E DEP 91/348 | Tableaux des éclairages. 1900-1910 | |
| E DEP 91/482 | Suivi des allumages : tableaux des heures d'allumage et d'extinction des becs de gaz et nombre d'heures d'éclairage, liste des becs à éclairer (1911-1919). Électrification des écarts : enquête de servitude (1935). 1911-1935 | |
| E DEP 91/546, 608 | Électricité, suivi : correspondance, plan. | 1899-1935 |
| E DEP 91/546 | 1899-1935 | |
| E DEP 91/608 | 1900-1915 | |
| E DEP 91/552 | Électrification et distribution d'énergie électrique, suivi : correspondance, plans. | 1922-1951 |
| E DEP 91/665 | Assainissement, travaux : correspondance. | 1949-1958 |
| E DEP 91/585 | Extension du réseau d'alimentation en eau potable (route de Montluçon et rue du Maquis) : correspondance (1954-1955). Construction d'égoûts : correspondance, plans (1955-1959). | 1954-1959 |
| E DEP 91/630 | Relations avec l'agence financière du Bassin Loire-Bretagne : correspondance. | 1968-1970 |
| E DEP 91/534 | Gare, entretien et relation avec la Société nationale des chemins de fer (SNCF) : correspondance, plan. | 1879-1959 |
| E DEP 91/627 | Télécommunications : plans. | 1936-1950 |

Série Q- Assistance et prévoyance

| | | |
|-------------------|-------------------------|--|
| E DEP 91/298, 516 | Bureau de bienfaisance. | |
|-------------------|-------------------------|--|

1872-1950

E DEP 91/298 Registre de délibérations. 1872-1918

E DEP 91/516 Comptabilité : états. 1948-1950

E DEP 91/372 Assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources : registre d'inscription des bons pour paiement des allocations mensuelles (1907). Bureau de bienfaisance : marché pour la fourniture de pain (1879-1923).

1879-1923

E DEP 91/558 Assistance, admission : correspondance, fiches nominatives.

1915-1920

E DEP 91/651 Œuvre municipale de la consultation des nourrissons, mise en place : correspondance, plan.

1931-1938

E DEP 91/480 Accidents agricoles : déclaration d'accident, déclaration d'adhésion à la législation sur les accidents du travail agricole.

1924-1943

E DEP 91/597 Registre des procès-verbaux de déclarations d'accident du travail.

1933-1935

E DEP 91/654 Administration, relations avec le centre hospitalier : correspondance, plan.

1944-1979

E DEP 91/673 Enfants trouvés. - Contentieux autour du contingent de la commune dans la dépense des enfants trouvés : mandat de quittance (1843), correspondance (1833-1843), état de répartition pour le paiement des dépenses des enfants trouvés et abandonnés, extrait du budget variables ordinaires, réclamations, extraits du registre de délibérations, extrait du registre de délibération du Conseil Général de l'Indre, avis d'une décision du Ministre de l'Intérieur concernant les créances réclamées par la commune de La Châtre, extrait de la lettre du ministre de l'intérieur, extrait du registre aux actes du Conseil municipal.

1830-1843

Série R- Instruction publique, sciences, lettres et arts

E DEP 91/495 École communale des frères, suivi : correspondance.

1825-1826

- E DEP 91/513 École des sœurs de la charité, école communale laïque, école des garçons, salle d'asile, école de filles, suivi : correspondance, affiche, plan.
1866-1884
- E DEP 91/521 Écoles et collège, administration, comptabilité, travaux : correspondance, états comptables.
1880-1966
- E DEP 91/561 Écoles, personnel : correspondance.
1870-1908
- E DEP 91/465 Collège, internat, cours complémentaires (jeunes filles) : correspondance, traité.
1907-1961
- E DEP 91/446 Fournitures scolaires, demandes : états.
1964-1965
- E DEP 91/599 Rentrée scolaire, suivi des inscriptions : correspondance.
1971-1987
- E DEP 91/663 Affaires scolaires, suivi, mise en place du collège, effectifs scolaires, indemnisation des instituteurs : correspondance, plan, états nominatifs.
1949-1967
- E DEP 91/501 Relations avec la société des auteurs et compositeurs : correspondance.
1904-1925
- E DEP 91/649 Musée : inventaire du musée fondé à la Châtre par Jean Despruneaux (1937).
Bibliothèque de la Châtre, suivi : correspondance (1953-1958).
1937-1958

Série S- Pièces ne rentrant pas dans les séries précédentes

- E DEP 91/451 Livret : *Hommage affectueux du parti Républicain radical et radical socialiste de l'arrondissement à son président M. Deschiens- chevalier de la Légion d'honneur, maire de la Châtre, directeur de l'assistance publique de la Seine pour la circonscription.* Avril 1937.
1937
- E DEP 91/302-664 Usine pour le gaz et l'eau.
1863-1960
- E DEP 91/453--641 Gestion et travaux. 1863-1960
- E DEP 91/547 Suivi : correspondance. 1865-1954
- E DEP 91/453 Circulaires, réparation de la pompe à l'usine des eaux, traités avec la société pour la fourniture du gaz et de l'eau. 1899-1928
- E DEP 91/557 Gestion: correspondance, règlement intérieur. 1920-1943
- E DEP 91/581 Usine à gaz, procès ville/société Dalifol et Huet : correspondance, rapport, plans. 1872-1879
- E DEP 91/454 Travaux et entretien : correspondance, registre d'entretien pour les appareils à vapeur (1906-1919). 1906-1934
- E DEP 91/462 Traités avec la société pour la fourniture du gaz et de l'eau, inventaire des marchandises (1935). 1863-1954
- E DEP 91/607 Correspondance, règlement intérieur de l'usine, états comptables. 1875-1960
- E DEP 91/641 Usines gaz et eaux, suivi : correspondance, plan, états comptables. 1916-1959
- E DEP 91/306-308 Conseil d'exploitation de la régie des usines gaz et eaux. [1930]-[1960]
- E DEP 91/306-308 Registres de délibérations. 1935-1959
- E DEP 91/308 1935 (7 février)-1948 (20 mai)
- E DEP 91/307 1948 (22 juin)-1952 (20 octobre)
- E DEP 91/306 1953 (16 janvier)-1959 (30 mai)

- E DEP 91/302, 366 Compteurs. [1930]-[1960]
- E DEP 91/302 Abonnés des services eaux et gaz, suivi : registre de relevés des compteurs. [1930]-[1960]
- E DEP 91/366 Régie municipale gaz et eaux : relevés des compteurs. 1956-1959
- E DEP 91/354 Régie municipale gaz et eaux : inventaire du matériel et des marchandises. 1935
- E DEP 91/364 Distribution du gaz et de l'eau, projet de convention : correspondance, plan. 1938-1951
- E DEP 91/323 Suivi : correspondance. 1954-1957
- E DEP 91/664 Suivi : correspondance, états. 1936-1952
- E DEP 91/337-554 Société de secours mutuels et de retraite de la compagnie des sapeurs pompiers municipaux.
1935-1949
- E DEP 91/394, 554 Comptabilité. 1935-1948
- E DEP 91/554 Journal général. 1935
- E DEP 91/394 Registre des recettes et dépenses. 1935-1948
- E DEP 91/337-339 Membres honoraires : registre. [1937]-1949
- E DEP 91/337 [1937]-1945
- E DEP 91/338 1946
- E DEP 91/339 1949
- E DEP 91/340 Réunions : registre de délibérations. 1947-1948
- E DEP 91/341 Bénéficiaires : registre de délibérations. [1937]-1949
- E DEP 91/395 Membres-bénéficiaires : registre. 1935-1948
- E DEP 91/613 Association gérant la cantine scolaire, gestion : correspondance.
1941-1964

- E DEP 91/645 Société de gymnastique de l'Espérance : registre de délibérations.
1891 (15 juin)-1900 (27 décembre)
- E DEP 91/578 Bains douches, travaux, gestion : correspondance, devis, plan, affiche.
1906-1938
- E DEP 91/445-652 Urbanisme et aménagement du territoire.
1947-1978
- E DEP 91/652 CODAC, demande de particuliers : correspondance. 1956-1970
- E DEP 91/445 Demandes de logements, attribution : correspondance. 1964-1965
- E DEP 91/474 Urbanisme, demande d'autorisation : correspondance, plan. 1950-1951
- E DEP 91/518 Permis de construire, délivrance : correspondance. 1947-1950
- E DEP 91/594 Quartier des Capucins, aménagement : correspondance, plans. 1973-1976
- E DEP 91/616 Aménagement de logements rue Galliéni, suivi : correspondance, affiche, devis (1955-1956). Lotissement collectif du pré de la Barre, projet : correspondance, plan (1963-1965). 1955-1965
- E DEP 91/638 Aide au logement, suivi : instructions, fiche nominative de demande. 1965-1978
- E DEP 91/117 Société de secours mutuels : registre matricule des sociétaires.
1864-1865

X – VALIDATION DES NOUVEAUX STATUTS DE L'HARMONIE MUNICIPALE

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que lors du Conseil d'administration de l'Harmonie Municipale du 06 Novembre 2024, les statuts ont été modifiés.

Il propose au Conseil Municipal de valider les nouveaux statuts de l'Harmonie Municipale qui seront ensuite soumis à une Assemblée Générale extraordinaire.

Marc HENRIET demande quelles sont les modifications apportées aux statuts.

Monsieur le Maire lui apporte les précisions, (modifications annotées en caractère gras sur le document de travail).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **DECIDE** d'approuver les statuts tels qu'ils figurent en annexe à la délibération.

HARMONIE MUNICIPALE DE LA CHATRE

Modifications des statuts étudiées au cours de l'année 2024 par le Conseil d'Administration
Modifications des statuts adoptées le XX XXXXXXXX 2024 à l'Assemblée Générale
Modifications présentées au conseil municipal pour être visées pour approbation.

ARTICLE I

Il a été créé à LA CHATRE (Indre) en 1884, sous l'égide de la Municipalité et la Présidence d'honneur du Maire de la ville, une association instrumentale régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dite « Harmonie Municipale », dont le siège social se situe à la Mairie de LA CHATRE

ARTICLE II

Le but de cette association est l'étude, l'exécution et la promotion de la musique d'orchestre

COMPOSITION

ARTICLE III

L'association est formée de :

- Membres actifs : exécutants à jour de leur cotisation annuelle y compris chef et sous-chef
- Membres bienfaiteurs : toute personne qui fait un don à l'association
- Membres de droit : quatre conseillers désignés par le conseil municipal à chaque renouvellement de mandat
- Membres d'honneur : toute personne ayant rendu des services appréciables à l'association sur proposition du Conseil d'Administration et validé en Assemblée Générale

Le Directeur de l'école est recruté par le Maire sur avis du Conseil d'Administration

Les Chef et Sous-chef sont recrutés par le Président sur avis du Conseil d'Administration

ARTICLE IV

La qualité de membre actif se perd :

- par démission
- pour non paiement de la cotisation
- par radiation prononcée par le conseil d'administration pour motif grave, l'intéressé ayant été invité par lettre recommandée à se présenter devant le bureau pour fournir des explications
- par décès

ARTICLE V

L'admission d'un futur membre actif sera soumise à audition par le chef et sous-chef

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE VI

L'association est gérée par un Conseil d'Administration de 10 membres comprenant le chef, le sous-chef qui ont voix consultatives, 8 membres élus en Assemblée Générale pour une durée de trois ans ainsi que des membres de droit. Ces membres doivent être majeurs.

ARTICLE VII

Les membres de droit du Conseil d'Administration sont les membres de droit de l'association cités dans l'ARTICLE III.

Le scrutin est secret, à majorité absolue au premier tour et relative au second tour.

ARTICLE VIII

Le Conseil d'Administration, hors membres de droit et membres salariés, à l'issue de chaque Assemblée Générale, formera un bureau composé :

- Un Président
- Un Vice-président qui siégera en cas d'absence du président
- Un Secrétaire
- Un Secrétaire adjoint qui siégera en cas d'absence du secrétaire
- Un Trésorier
- Un trésorier adjoint qui siégera en cas d'absence du trésorier

ARTICLE IX

En cas de départ de l'un des membres du Conseil d'Administration (voir motifs à l'article IV), le remplacement se fera au cours de l'Assemblée Générale suivante.

A partir d'une démission ou d'un décès dans l'année, le remplacement se fera au cours d'une Assemblée Générale extraordinaire.

Les mandats des membres remplaçants ainsi élus prendront fin à la date d'expiration des mandats des membres remplacés.

ASSEMBLEE GENERALE

ARTICLE X

L'Assemblée Générale de l'association se réunit une fois par an en session ordinaire sur convocation du Président adressée quinze jours minimums avant la date fixée. La convocation portera l'ordre du jour fixé par le Conseil d'Administration et sera adressée individuellement aux membres.

L'Assemblée Générale se réunit en session extraordinaire sur convocation du Conseil d'Administration ou à la demande de la moitié au moins de ses membres (demande écrite adressée au Président).

Dans les deux cas, elle n'est représentative que si le quart au moins de ses membres est présent.

FONCTIONNEMENT

ARTICLE XI

Le Président dirige l'association et la représente.

Le vice-président l'assiste et le remplace en cas d'absence.

Le secrétaire et son adjoint sont chargés de la correspondance et de la communication , des comptes rendus et convocations

Le trésorier et son adjoint sont chargés de tenir une comptabilité de toutes les opérations de l'association,

L'archiviste est chargé de la tenue du répertoire musical de l'association.

Le chef et sous-chef l'assistent et le remplacent en cas d'absence

Le régisseur est chargé de l'organisation technique et matérielle.

Le chef et sous-chef l'assistent pour l'espace scénique.

Le président, le vice-président le trésorier et trésorier adjoint ont pouvoir en matière de finances.

Le président, le vice-président, le secrétaire et le secrétaire adjoint ont pouvoir en matière de patrimoine (instruments / partitions) en accord avec la municipalité.

Le président, le vice-président, le trésorier et le trésorier adjoint ont pouvoir en matière de ressources humaines.

Le président, , le secrétaire, le trésorier, le chef et le sous-chef ont pouvoir en matière de communication.

Ces pouvoirs s'exercent dans le cas de décisions à prendre de manière rapide (sans possibilité d'attendre le prochain conseil d'administration). Les décisions prises dans ce cadre seront communiquées lors de la réunion de conseil d'administration suivante.

Dans le cas d'une décision pouvant attendre la réunion de CA suivante, celle-ci sera soumise à l'approbation de ce dernier.

ARTICLE XII

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président. Il devra se réunir au moins une fois par trimestre en présentiel ou en distanciel. Il n'est représentatif qu'à partir de **6** membres présents parmi lesquels on trouvera obligatoirement le Président , le chef ou le sous-chef.

Les décisions y sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

A titre exceptionnel, avec l'accord de la majorité des membres présents, une personne étrangère à l'association pourra assister à une séance du Conseil d'Administration, à titre consultatif sur l'un des points de l'ordre du jour.

ARTICLE XIII

L'Assemblée Générale entend puis vote l'approbation des rapports moral, d'activité et financier de l'exercice clos.

Elle délibère et vote sur les questions à l'ordre du jour. Les votes sont faits à main levée et à la majorité relative des membres actifs présents. Le scrutin secret peut être demandé soit par le Conseil d'Administration soit par un quart des membres présents.

ARTICLE XIV

Le Conseil d'Administration gère l'association dans tous les domaines qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée Générale (article XIII). Il est compétent pour tous les points non prévus par les présents statuts ou par le règlement intérieur.

RESSOURCES

ARTICLE XV

Les ressources de l'association comprennent :

- Les subventions des collectivités locales, départementales, régionales, nationales ou européennes.
- Les versements des membres bienfaiteurs
- La cotisation versée par les membres actifs
- Les dons ou legs des particuliers, des collectivités ou d'autres associations
- Le produit des prestations artistiques
- Toute autre ressource autorisée par les textes législatifs ou réglementaires

RELATION AVEC LA MUNICIPALITE

ARTICLE XVI

La subvention municipale doit être suffisante pour permettre d'assurer dans son intégralité la bonne marche de l'association. De plus, les traitements du chef et sous-chef hors bénévolat devront être garantis par la ville,

En retour, l'association sera tenue de prêter gratuitement son concours à toutes les cérémonies officielles organisées par la municipalité et de donner la possibilité d'un enseignement pédagogique hebdomadaire.

ARTICLE XVII

Le matériel et le répertoire appartiennent à la ville de LA CHATRE. En cas de dissolution de l'association, le matériel et les fonds de caisses devront être immédiatement remis à la Municipalité.

La dissolution de l'association est du ressort exclusif du Conseil Municipal.

ECOLE DE MUSIQUE

ARTICLE XVIII

L'Ecole de musique municipale a pour but notamment d'assurer la formation de membres exécutants pour l'Harmonie Municipale de LA CHATRE.

Le Conseil d'Administration entretient des liens privilégiés avec la directrice de l'harmonie.

Un bilan annuel sera demandé au Directeur pour l'Assemblée Générale.

REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE XIX

Un règlement intérieur est établi par le Conseil d'Administration et voté en Assemblée Générale. Les modifications apportées par le Conseil d'Administration entrent immédiatement en application à titre provisoire et deviennent définitives après approbation de l'Assemblée Générale suivante.

MODIFICATION DES STATUTS

ARTICLE XX

Les présents statuts devront être visés pour approbation par le Conseil Municipal.

« Fait à LA CHATRE, le / / »

XI – QUESTIONS DIVERSES

REMERCIEMENTS

M. Francis MORY, Président de l'hippodrome le Petit Valençay de Châteauroux, nous informe que les trois journées de courses ont été un véritable succès et remercie la Ville pour le renouvellement de son partenariat.

Mme et M. Chalmet, remercient le Maire pour l'intervention concernant l'éclairage public, place Maget.

- Remerciements obsèques

Famille SIMON

Remerciements pour le témoignage du Conseil Municipal lors des obsèques de Martial.

Monsieur le Maire donne lecture de la lettre du Ministre des Sports sur le monde associatif qui faisait suite au courrier du Président de l'AMI.

Il indique qu'il a été reçu au Ministère le 28 novembre 2024 ?

Marché de Noël - Les 14 et 15 décembre 2024

Cérémonie des Vœux à la Salle des Fêtes - Le Vendredi 10 Janvier 2025 à 19h00

Parade de Noël

Monsieur le Maire sollicite la participation des Conseillers pour encadrer la parade de Noël le samedi 14 décembre 2024 à 18h.

Les élus disponibles doivent s'inscrire sur une fiche qui est distribuée.

Monsieur le Maire clôture la séance et invite Richard DE ZAN à le rejoindre pour la présentation de la mosaïque réalisée par son père Louis DE ZAN qui a fait l'objet d'un don à la Ville accepté lors du Conseil Municipal du 28 novembre 2024.

Approuvée en séance le 16 Décembre 2024

Le secrétaire de séance
Luc HURBAIN
Adjointe au Maire

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke at the bottom.

Patrick JUDALET
Maire

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized loop at the top and a vertical stroke that crosses it, with a long horizontal stroke at the bottom.